



POUR QUE LA FRANCE RESTE LA FRANCE

MON PROGRAMME

INTRODUCTION

Depuis 1 500 ans, un pays extraordinaire déroule le fil de son Histoire. Aucune nation au monde ne peut se targuer de lui ressembler. **Ce pays, c'est le nôtre. Ce pays c'est la France.**

Vous me connaissez depuis longtemps : voilà près de trente ans que je pose un diagnostic sur la situation de la France, sur nos faiblesses, nos lacunes et nos ennemis. Cette réflexion sur l'état de la France, je l'ai nourrie par mes lectures, mes rencontres, et des analyses alimentées par les milliers de témoignages de mes compatriotes. **Depuis des mois, je sillonne toutes les régions de notre pays à la rencontre des Français pour écouter ceux qui font battre le cœur de la nation française.**

J'ai l'intime conviction que cette élection présidentielle n'est pas un scrutin comme les autres. La France est à la croisée des chemins de sa propre Histoire : économiquement, culturellement, démographiquement, notre pays pourrait s'effacer progressivement de la grande marche du monde. Un processus lent, mais déjà perceptible par chacun d'entre nous, dont nos enfants et nos petits-enfants seront les premières victimes.

Nous avons une responsabilité. Saurons-nous regarder dans les yeux les prochaines générations ? Allons-nous léguer une France aussi prospère, unie et pacifiée que celle dont nous avons hérité ?

Mon engagement n'est pas celui d'un homme politique de carrière : c'est celui d'un homme sincère. Libre de toute dépendance partisane, loin des calculs politiciens, sans jamais céder au politiquement correct. Beaucoup de Français me le disent : « *Vous osez dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas* ». **Ma sincérité est un gage d'honnêteté dans mes engagements et dans mes actes. Je ne trahirai pas mes électeurs comme tant d'autres l'ont fait auparavant.**

Pour répondre à ce défi colossal qui nous est posé, mes équipes ont préparé pendant des mois un projet inédit, cohérent, réaliste et responsable. **Ce programme, c'est le mien, mais c'est aussi le vôtre** : chacune de ces mesures s'inspire de vous, de vos colères, de vos ambitions, de vos doutes et de vos interrogations.

Pour sauver la France du grand remplacement démographique et du grand déclassement économique, nous avons bâti ce programme, dont les premières mesures seront mises en œuvre dès les premières semaines de mon mandat.

Cet engagement est le fruit du courage : nos mesures ne sont pas seulement destinées aux prochaines élections, mais aux prochaines générations. Pour cela, nous allons revoir de fond en comble notre politique migratoire, rendre la paix et la tranquillité aux Français, réindustrialiser notre pays, aider les familles, réduire la fiscalité qui pèse sur les entreprises et sur les ménages et restaurer l'excellence de l'école méritocratique et républicaine.

Contre le fatalisme et le défaitisme, je veux être le porte-parole de ceux qui croient encore en notre pays. Pour la France et les Français, je veux être celui qui mènera les ruptures nécessaires à la Reconquête de notre puissance, de notre sécurité, de notre prospérité, de notre culture et de notre art de vivre.

La renaissance de la France est à portée de main, saisissons-la.



«Il vient une heure où protester ne suffit plus : après la philosophie, il faut l'action»

Victor Hugo



SOMMAIRE

1. RECONQUÉRIR NOTRE IDENTITÉ ET NOTRE SOUVERAINETÉ.....	4
Rendre la parole au peuple	6
Arrêter l'immigration pour préserver notre identité.....	7
Renouer avec l'assimilation pour refaire des Français.....	9
Assurer la sécurité et la tranquillité des Français.....	11
Défendre nos intérêts dans une Europe des Nations.....	13
Rétablissement la place de la France dans le monde comme puissance d'équilibre.....	15
Renforcer l'excellence et l'indépendance de notre Défense nationale.....	17
2. RECONQUÉRIR NOTRE EXCELLENCE ET NOTRE PROSPÉRITÉ.....	19
Retrouver l'excellence de l'école française.....	21
Rénover notre enseignement supérieur et investir dans notre recherche.....	23
Refaire de notre pays une terre d'industrie.....	25
Baisser les impôts pour rendre du pouvoir d'achat à tous les Français.....	27
Protéger les travailleurs et valoriser le travail.....	29
Revenir à une politique énergétique rationnelle fondée sur le nucléaire.....	31
Donner un nouveau souffle à notre agriculture.....	33
Renouer avec l'ambition maritime de la France.....	35
Construire notre souveraineté numérique.....	37
Réformer l'État et l'action publique.....	39
3. RECONQUÉRIR NOTRE ART DE VIVRE ET NOTRE FRATERNITÉ.....	41
Mettre en place une politique du logement au service des Français.....	43
Soutenir les familles, socle de la transmission et de la solidarité.....	45
Rendre au grand âge des conditions de vie honorables.....	47
Aider les Français en situation de handicap.....	49
Faire de notre modèle social une force pour la Nation.....	50
Renforcer notre système de santé.....	52
Faire renaître la vie dans nos campagnes.....	54
Préserver notre environnement et notre patrimoine naturel.....	56
Protéger les Françaises et garantir leurs droits.....	58
Refonder l'exception culturelle française.....	60
Donner un nouveau souffle à la liberté d'expression.....	62
Conforter et valoriser la place de l'Outre-mer dans la communauté nationale.....	63
Consolider les liens qui unissent les Français de l'étranger et la France.....	65
Remettre le sport au service de la France et des Français	66
LA RECONQUÊTE CHIFFRÉE ET FINANCIÉE.....	67

1

RECONQUERIR NOTRE IDENTITÉ ET NOTRE SOUVERAINETÉ



Voilà des siècles que l'Histoire nous offre une épopée extraordinaire, l'épopée française. Cette belle et audacieuse aventure a donné à l'Europe et au monde une certaine idée de la grandeur.

Et si notre pays a pu susciter l'admiration, c'est parce que **l'État a toujours assuré ses fonctions régaliennes les plus sacrées afin de protéger le peuple français** des troubles intérieurs et extérieurs: maîtrise des frontières, assimilation des étrangers, justice ferme, diplomatie œuvrant pour les intérêts nationaux et pour la paix, consolidation de forces armées capables de défendre la Nation.

Or, depuis longtemps, nos gouvernements ont renoncé à nous protéger, soit par lâcheté, soit par faiblesse. Le résultat, nous le voyons : **notre identité est menacée** par un bouleversement démographique sans précédent et **nos souverainetés démocratique, diplomatique et militaire ont été fragilisées.**

L'enjeu de la Reconquête est de déjouer cette fatalité et de **proposer une espérance, car l'histoire de la France est loin d'être terminée.** Parce que le peuple français est un grand peuple et mérite de le rester, je veux que la France reste la France, je veux un État qui assume ses responsabilités : **il défendra les Français et leur permettra d'aborder avec confiance les prochaines décennies.**

Chacune de mes mesures permettra ainsi à tous les Français de reprendre en main leur destin et de sublimer leur avenir : **avec mon programme, la France sera belle, la France sera sûre, la France sera grande, la France sera elle-même.** Soyons à la hauteur des prochaines générations, renouons avec l'Histoire, assurons la paix pour la France et la tranquillité pour les Français. **Telle doit être la plus belle et la plus noble des ambitions pour la Nation.**



RENDRE LA PAROLE AU PEUPLE

« Pour que les Français reprennent en main leur destin »



Notre démocratie souffre d'un mal profond: **la voix du peuple est ignorée voire méprisée**, surtout lorsqu'il s'agit de questions absolument cruciales pour l'avenir du pays.

En 2005, le peuple français s'est prononcé sans ambiguïté contre la Constitution européenne qui menaçait la souveraineté nationale: cette volonté du peuple a été cyniquement bafouée. **Depuis 40 ans, un bouleversement migratoire est permis par des politiques délétères et déraisonnables** sans que jamais le peuple français n'ait pu se prononcer sur ce basculement démographique sans précédent. Ignorer à ce point le peuple est à la fois injuste et antidémocratique, cela menace la survie de la France en tant que Nation unie, pacifiée et prospère.

C'est pourquoi toute ma politique et toutes mes propositions sont conditionnées à cette Reconquête démocratique : **le retour, par la voie du référendum, de la souveraineté du peuple sans laquelle il ne peut y avoir de véritable démocratie**. C'est par le référendum que le peuple mettra fin par lui-même à cette triste période durant laquelle l'immigration massive a été imposée aux Français. C'est grâce au référendum que le peuple fera entendre sa voix face aux juges européens et aux traités internationaux, **en permettant à la France de choisir qui peut s'établir sur son sol et de défendre ses intérêts**.

Je veux donc une France où la voix du peuple est entendue et respectée: dans la France de demain, la volonté du peuple sera de nouveau considérée comme la chose la plus sacrée, comme le cœur de toute décision politique. Tel est précisément mon projet: **rendre aux Français la maîtrise de leur destin**.

Je redonnerai la parole au peuple français grâce au référendum

- Organiser, en même temps que les élections législatives suivant l'élection présidentielle, un grand référendum sur l'immigration, la sécurité et la justice pour soumettre à l'approbation des Français mes mesures prioritaires dans ces domaines
- Favoriser l'usage du référendum afin de faire adopter directement par le peuple français les mesures les plus importantes qui intéressent la vie de la Nation
- Instaurer un référendum obligatoire pour toute proposition de révision de la Constitution, ratification de traité européen ou élargissement de l'Union européenne

Je mettrai fin au gouvernement des juges

- Instaurer la supériorité des nouvelles lois nationales sur tout texte international antérieur et sur tout acte dérivé qui en résulte en modifiant l'article 55 de la Constitution
- Permettre au Parlement d'avoir le dernier mot en cas d'inconstitutionnalité d'une loi par un vote du Parlement réuni en Congrès à la majorité des 3/5^e



ARRÊTER L'IMMIGRATION POUR PRÉSERVER NOTRE IDENTITÉ

« Mettre fin à la submersion migratoire qui menace la paix et la prospérité »



Dans les années 1970, des choix politiques aux conséquences dramatiques ont été faits par les gouvernements successifs en matière d'immigration. Ils ont troqué une immigration de travail pour une immigration de peuplement, ils ont remplacé l'idée fondatrice de l'assimilation par le concept flou d'intégration et ils ont ouvert les vannes de l'immigration sans jamais demander son avis au peuple, et ce alors que cela ne correspondait ni aux besoins ni aux désirs du pays.

Droite et gauche confondues ont laissé faire cette juxtaposition de communautés au lieu d'affirmer l'existence de la seule et unique communauté nationale. Mais l'Histoire n'est pas terminée.

Nous mettrons fin à ce désordre en instituant de nouvelles règles plus fermes et plus justes dès juin 2022 avec un grand référendum sur l'immigration: ensemble, nous mettrons fin à cette politique irrationnelle qui menace la survie de notre Nation.

Je l'affirme haut et fort: notre peuple a le droit de continuer à exister, notre peuple a le droit de protéger son identité, notre peuple a le droit de reprendre un contrôle total sur la politique d'immigration. **Notre pays a un grand avenir devant lui, les Français ne veulent pas quitter l'Histoire et être remplacés sur la terre de leurs ancêtres.**

Avec mon projet, des générations de Français pourront donc continuer à s'épanouir, à réussir et à prospérer en France. **Le temps de la dénonciation et de la déploration est terminé, il est temps de passer à l'action et de proposer des solutions.** Toutes mes propositions en matière d'immigration n'ont qu'un seul but, le plus noble et le plus légitime qui soit: **faire que la France reste la France.**

Je stopperai les flux migratoires

- Supprimer le droit au regroupement familial et tous les droits automatiques liés à l'immigration familiale
- Revenir à l'esprit originel du droit d'asile en le limitant à une centaine d'individus chaque année (contre près de 140 000 aujourd'hui) et exiger que les demandes d'asile soient déposées en dehors du territoire national, dans nos consulats, pour éviter l'installation des déboutés qui ne repartent jamais
- Sélectionner au mérite les étudiants étrangers, en n'accueillant que les profils les plus prometteurs dans les filières utiles pour notre pays
- Instaurer une caution obligatoire de 10 000 euros pour l'obtention d'un visa pour les étrangers provenant de pays dont sont majoritairement issus les immigrés clandestins afin de limiter les entrées et de financer les éventuelles reconduites à la frontière
- Dénoncer les accords bilatéraux facilitant l'immigration, en particulier l'accord franco-algérien de 1968, pour mettre un terme aux priviléges migratoires
- Créer une garde-frontières à statut militaire pour épauler la police aux frontières du pays
- Combattre les passeurs en étendant la définition pénale de la traite des êtres humains afin de punir sévèrement ceux qui encouragent le passage de clandestins
- Financer des campagnes d'information dans les pays d'origine visant à décourager les départs
- Retirer la signature de la France au Pacte de Marrakech de l'ONU qui favorise les migrations internationales



Je supprimerai les dispositifs qui attirent l'immigration

- **Supprimer les aides sociales non-contributives** (allocations familiales, aides au logement, RSA, minimum vieillesse...) pour les étrangers extra-européens
- **Mettre fin au renouvellement quasi-systématique des titres de séjour** afin de pouvoir évaluer de manière régulière la pertinence de la présence de chaque étranger sur le sol français
- **Supprimer les soins gratuits pour les étrangers clandestins (Aide Médicale de l'État)** pour ne conserver qu'une aide médicale d'urgence
- **Interdire définitivement la régularisation de tout étranger entré illégalement** sur le territoire français
- **Supprimer le droit du sol**, ainsi un enfant dont les deux parents sont étrangers ne pourra devenir français qu'après naturalisation, sans aucune automatité
- **Durcir les conditions de naturalisation**, en augmentant la durée minimale de résidence en France de 5 à 10 ans, en exigeant une parfaite maîtrise de la langue, une assimilation réelle et vérifiable ainsi qu'une absence totale de condamnation judiciaire

Je garantirai l'éloignement des étrangers indésirables

- Pour les étrangers clandestins, **réinstaurer le délit de séjour irrégulier supprimé en 2012** afin de pouvoir juridiquement sanctionner et renvoyer dans leur pays tout étranger entré illégalement sur le territoire
- **Expulser systématiquement tous les délinquants étrangers dès leur condamnation** et les criminels à l'issue de leur peine
- **Expulser systématiquement tous les fichés S étrangers**, trop souvent impliqués dans les attentats terroristes qui ont endeuillé notre pays
- **Expulser les étrangers au chômage au terme d'un délai de six mois** de recherche d'emploi infructueuse
- **Fixer le principe d'un retour des réfugiés ayant bénéficié du droit d'asile** dans les pays redevenus sûrs
- **Mettre fin au dispositif des « mineurs étrangers isolés »** et rendre ces enfants à leurs familles
- **Rétablissement l'usage des charters collectifs** pour opérer les éloignements
- **Créer un ministère de la Remigration** doté de tous les moyens matériels nécessaires, notamment des avions, pour mettre en œuvre cette nouvelle politique migratoire



RENOUER AVEC L'ASSIMILATION POUR REFAIRE DES FRANÇAIS

« *L'assimilation doit redevenir la règle, car c'est le plus beau présent que l'on puisse faire à une personne venue d'ailleurs* »



Il faut avoir la lucidité et le courage de le dire : **c'est bien l'assimilation, et non la simple intégration, qui a permis à de nombreux étrangers, quelle que soit leur religion, quel que soit leur pays d'origine, de faire corps avec la Nation et de devenir pleinement Français** par l'appropriation sincère de notre culture, de nos moeurs, de nos traditions, de notre langue et de notre Histoire. En un mot, la civilisation française.

Car, être Français, soit cela s'hérite, soit cela se mérite. L'assimilation est cette preuve d'amour grâce à laquelle on reçoit la France en héritage. Je considère que c'est le plus bel honneur qui puisse être fait à quiconque et c'est d'ailleurs le parcours qui a été celui de ma famille : **j'en suis fier, j'en suis heureux et je veux donc offrir cette fierté et cette joie d'être pleinement français aux étrangers qui veulent véritablement s'assimiler.**

Malheureusement, l'assimilation est jugée désuète par nos gouvernements depuis 40 ans : **sous le prétexte fallacieux de « droit à la différence », ils ont amené la discorde et le repli communautaire.** Chacun est désormais renvoyé à ses origines et notre modèle d'assimilation est foulé aux pieds.

La France ne fabrique plus de Français. C'est pourquoi je remettrai le principe de l'assimilation au cœur de nos politiques éducatives et culturelles.

Toutes les politiques publiques que je porterai réaffirmeront la supériorité du modèle français d'assimilation sur tous les autres, en particulier le modèle anglo-saxon de société multiculturelle, communautariste et post-nationale promu par nos élites.

Mais je m'attaquerai aussi avec détermination et fermeté à la pratique et à la diffusion d'un islam conquérant et intolérant qui profite de cet abandon de l'assimilation et du laxisme migratoire pour s'enraciner sur notre terre.

Ceux qui promeuvent le modèle de société islamique cherchent à intimider les Français et à imposer sur notre sol une civilisation qui n'est pas la nôtre. Les actes terroristes qui ont frappé notre pays sont l'illustration tragique de ce combat civilisationnel.

Ce combat vise également à enfermer nos compatriotes de confession musulmane dans leur origine, alors que nombre d'entre eux sont assimilés ou veulent le devenir. Ceux-là sont comme tous les autres Français, ce sont mes frères. Je ne le laisserai pas faire, je protégerai les Français, quelle que soit leur origine, leur couleur de peau et leur religion contre cette menace et l'assimilation sera notre bouclier.





Je referai des Français grâce à une véritable politique d'assimilation

- Refaire de l'école un creuset pour façonner des Français assimilés en renouant avec le récit national à l'école primaire afin de faire découvrir et aimer l'histoire de notre pays
- Encourager la connaissance des grands textes littéraires pour que tous les Français maîtrisent la langue française dès le plus jeune âge
- Permettre à tous les jeunes Français de pouvoir réussir scolairement sans être pénalisés par leur milieu d'origine en généralisant le système des internats d'excellence pour les meilleurs élèves du secondaire
- Rétablir la blouse à l'école primaire pour gommer les différences vestimentaires qui favorisent le communautarisme, le harcèlement scolaire et les inégalités sociales
- Mettre un terme aux Enseignements Internationaux de Langues Étrangères (EILE) assurés par des professeurs originaires des pays arabes et de Turquie
- Proposer par référendum de rétablir la loi sur les prénoms pour les futures naissances en faisant en sorte que le 1^{er} prénom soit issu des calendriers français, régionaux ou des personnages connus de l'histoire antique et biblique
- Permettre chaque année à 10 000 jeunes d'effectuer un service militaire volontaire afin de mieux s'assimiler à la communauté nationale
- Créer un grand ministère d'État du Savoir et de la Transmission regroupant l'Instruction publique, l'Enseignement supérieur et la Culture

Je mettrai un terme à l'islamisation de notre pays

- Interdire le port du voile islamique dans l'espace public, afin de faire respecter le principe de discréption de la pratique religieuse
- Interdire la construction de minarets et de mosquées imposantes
- Assurer la fermeture définitive des lieux de promotion du djihad
- Interdire les Frères musulmans, les salafistes et toute mouvance djihadiste
- Imposer un strict contrôle des imams et interdire les financements étrangers du culte musulman afin de mettre un terme à l'influence étrangère sur notre sol

ASSURER LA SÉCURITÉ ET LA TRANQUILLITÉ DES FRANÇAIS

« Faire changer la peur de camp pour ramener la paix dans nos rues »



Il y a quelques décennies encore, la France était un pays pacifié. Nos villes et nos villages respiraient la tranquillité et la sérénité. **Nous étions en paix, nous étions tranquilles, nous vivions sans crainte.**

Mais après des décennies d'idéologie et d'incompétence, les dirigeants de notre pays ont bradé la sécurité et la tranquillité des Français. **Le nombre de crimes et délits par habitant a été multiplié par 4 depuis les années 1960.** L'État a perdu son autorité et la violence s'est répandue **dans la vie quotidienne.** Le constat est implacable. Il y a aujourd'hui **plus de 1 800 agressions et 120 attaques au couteau par jour** dans notre pays, jusqu'à quand allons-nous supporter cela ?

Mes propositions n'ont qu'un seul but: **traiter le mal à la racine**, car je ne peux me résigner à accepter cette situation. Je veux des **rues pacifiées**, je veux des **quartiers où l'ordre règne**, des **centres-villes où les jeunes femmes puissent circuler librement** et sereinement. Je veux que les victimes ressortent des tribunaux avec le sentiment que **la Justice protège les honnêtes citoyens et punit les délinquants et les criminels**. En plus de cette insécurité du quotidien, le **terrorisme islamique** frappe notre pays régulièrement : fusillades, décapitations, assassinats d'enfants, de policiers, de militaires, de professeurs, de prêtres et de centaines d'autres citoyens innocents. Depuis 2012, nous avons connu **des dizaines d'attaques terroristes qui ont bouleversé nos vies** et qu'il ne faut jamais oublier.

Les nouvelles générations méritent de connaître la paix, cette douceur de vivre à la française, elles méritent d'aborder l'avenir avec sérénité. Nous pouvons et nous devons léguer à nos enfants un pays doté d'une police respectée et d'une justice ferme et droite. **C'est pourquoi je serai le Président qui restaurera la paix en France et la concorde entre les Français. Je ferai de la France un pays sûr, calme, pacifique et où chacun pourra trouver le bonheur et la tranquillité qu'il mérite.**

Je renforcerai et soutiendrai notre police

- Accorder aux policiers et aux gendarmes une **présomption de légitime défense en cas d'usage de leurs armes**
- Permettre aux forces de l'ordre et aux citoyens agressés de se défendre sans risquer d'aller en prison grâce à **l'instauration de la « défense excusable »**
- **Anéantir les réseaux de trafic de drogue en créant une force nationale** regroupant les services de police et de justice, les douanes et l'administration fiscale, notamment pour multiplier les saisies contre les trafiquants
- **Ramener la paix dans nos villes en généralisant progressivement l'armement obligatoire des polices municipales**
- **Retrouver une procédure pénale rapide et efficace** en simplifiant drastiquement le code de procédure pénale dans la lignée de la tradition inquisitoire française
- **Augmenter les moyens matériels des services de sécurité et de la Justice** à travers le vote d'une grande loi de programmation de la Justice et de la Sécurité sur 5 ans



Je restaurerai une justice ferme et efficace

- Obliger les juges à sanctionner tous les délinquants et criminels en introduisant des peines planchers pour tous les crimes et délits
- Appliquer réellement les condamnations en mettant fin aux aménagements de peine
- Mettre hors d'état de nuire les criminels les plus dangereux et les terroristes en rétablissant une peine de perpétuité réelle non-compressible
- Déchoir de la nationalité française puis expulser les criminels binational et les délinquants récidivistes
- Expulser systématiquement tous les fichés S étrangers, trop souvent impliqués dans les attentats terroristes qui ont endeuillé notre pays
- Recruter davantage de magistrats et élargir leur recrutement aux professionnels de la sécurité publique (policiers, gendarmes) et du droit (avocats)

Je rendrai la paix aux Français

- Défendre enfin le droit de propriété en expulsant tous les squatteurs en moins de 72 heures, grâce au recours obligatoire à la force publique par les préfets
- Renforcer le pouvoir des maires contre les occupations illégales de terrains publics
- Expulser automatiquement les trafiquants de drogue et leurs familles des logements sociaux
- Poursuivre et punir toutes les violences physiques, même celles considérées aujourd'hui comme bénignes (interruption temporaire de travail inférieure à 8 jours)
- Suspendre les aides sociales aux délinquants
- Mettre fin à l'impunité des mineurs délinquants en:
 - abaissant l'âge de la majorité pénale de 18 à 16 ans pour responsabiliser les mineurs
 - donnant la possibilité aux juges d'écartier l'excuse de minorité (qui réduit de moitié la peine) pour les mineurs de 13 à 15 ans pour sanctionner tous les crimes graves
 - supprimant les aides sociales des parents de mineurs délinquants récidivistes pour responsabiliser les familles

Je rétablirai l'ordre dans nos prisons

- Expulser systématiquement les délinquants et criminels étrangers à l'issue de leur peine
- Expulser immédiatement tous les délinquants étrangers incarcérés, pour libérer au moins 10 000 places de prison
- Construire 10 000 places de prison supplémentaires sur le mandat en simplifiant le processus administratif, pour redonner à la Justice les moyens de punir ceux qui le méritent
- Transformer l'administration pénitentiaire en une véritable police pénitentiaire rattachée au ministère de l'Intérieur pour retrouver une cohérence des forces de sécurité



DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS DANS UNE EUROPE DES NATIONS

« Nous devons agir au sein de l'Union européenne pour défendre nos intérêts vitaux »



Sous ma présidence, la France ne reniera pas son héritage européen, tout simplement parce que l'Europe est avant tout le nom de notre civilisation millénaire. **Mais je ne confonds pas cette Europe avec la construction bureaucratique qu'est devenue l'Union européenne et qui s'est faite contre les peuples et contre les Nations**: je veux donc que la France reprenne la main et défende ses intérêts au sein de l'Union européenne car il en va de l'avenir de la France et de l'Europe comme civilisation. Jusqu'à présent, la France a été le moteur d'un fédéralisme européen qui n'a abouti qu'à la **dissolution de notre puissance et de notre identité nationale**.

Je propose donc une autre voie. **Dès le lendemain de l'élection présidentielle, je demanderai la renégociation des règles européennes en matière d'immigration** pour redonner aux États le contrôle de leurs frontières et leur capacité à déterminer souverainement leur politique migratoire. Sans attendre une révision des traités qui prendra beaucoup de temps, j'affranchirai notre pays du carcan bruxellois dans ce domaine vital.

À plus long terme, je souhaite aussi engager, aux côtés des autres États européens dont beaucoup partagent nos convictions, **la construction d'une Europe des Nations**. C'est la seule forme de coopération qui ait donné lieu à des réalisations concrètes et qui respecte la souveraineté des peuples européens. **La voix de la France, exprimée par le suffrage universel, sera à nouveau écoutée et respectée en Europe**. Et en tant que membre fondateur de l'Union européenne **et deuxième contributeur au budget**, nous avons des arguments à faire valoir pour nous faire entendre.



Je défendrai nos intérêts vitaux en Europe

- **Reprendre le contrôle de nos frontières et de notre politique migratoire**, si nécessaire en modifiant les traités. Dans l'intervalle, déroger immédiatement aux règles européennes qui nous empêchent de maîtriser nos flux migratoires
- **Favoriser nos entreprises** en exigeant la mise en place sous 2 ans d'un **mécanisme de commande publique européen** permettant à chaque État d'en réservé une part à ses entreprises nationales
- **Opposer le veto de la France à toute négociation actuelle et future de traité de libre-échange** pour défendre nos entreprises et nos agriculteurs

Je mettrai fin à la fuite en avant fédéraliste

- **Bloquer tout nouveau transfert de compétence** réclamé par la Commission européenne et faire appliquer rigoureusement le principe de subsidiarité
- **Protéger nos entreprises et producteurs de la concurrence déloyale** en mettant fin à la surtransposition dans le droit français des règles européennes
- **Instaurer la supériorité des nouvelles lois nationales** sur tout texte international antérieur et sur tout acte dérivé qui en résulte en modifiant l'article 55 de la Constitution
- **Porter des initiatives politiques et industrielles intergouvernementales européennes** en s'appuyant sur les États membres qui partagent nos intérêts

Je construirai une Europe des Nations

- **Réorienter la construction européenne vers une Europe des Nations** qui respecte les souverainetés nationales plutôt qu'une Europe fédérale qui les nie
- **Refuser tout nouvel élargissement** et demander à mettre définitivement fin au processus d'adhésion de la Turquie
- **Interdire d'arborer le drapeau européen sans le drapeau français** à ses côtés sur les édifices publics

RÉTABLIR LA PLACE DE LA FRANCE DANS LE MONDE COMME PUISSANCE D'ÉQUILIBRE

« Défendre avant tout les intérêts de la France dans le monde »



L'influence de la France sur la scène internationale a continuellement diminué ces dernières années, limitant notre capacité à défendre les intérêts des Français et à maîtriser notre destin dans un monde dominé par l'affirmation des anciennes puissances.

La fin de la guerre froide n'a pas accouché d'un paradis libéral du doux commerce, de la démocratie et de l'entente entre les peuples. **Désormais, tout ce qui était gelé par le rideau de fer remonte brutalement à la surface** : les rancunes de l'Histoire, les rivalités idéologiques, les tensions religieuses, les guerres de civilisations.

Plus que ses prédécesseurs, le gouvernement actuel a privilégié la dilution de notre puissance et de notre politique étrangère en la réduisant à sa dimension européenne. Dans cette position de subordination, notre pays ne peut donc plus jouer son rôle historique en faveur de la paix et de la stabilité.

Pourtant, la France, **puissance européenne**, est aussi et surtout **une puissance d'équilibre à vocation mondiale, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, puissance nucléaire civile et militaire, locomotive de la Francophonie et disposant du deuxième espace maritime mondial**.

Forte de ses atouts, la France doit porter un message qu'elle seule peut tenir en faveur d'un nouvel équilibre du système international. **Nous avons un devoir de puissance qui, si nous l'assumons, nous permettra de retrouver l'ambition gaulliste et de jouer pleinement notre rôle de puissance d'équilibre.**

Je refonderai une politique étrangère indépendante

- **Fonder notre diplomatie sur la défense de nos intérêts et sur le droit des États**, en refusant tout devoir d'ingérence et posture moralisatrice
- **Assumer la vocation mondiale de la France en nous appuyant sur nos atouts** : l'Outre-mer, notre espace maritime, la francophonie, notre statut de puissance nucléaire militaire et civile, notre siège de membre permanent au Conseil de sécurité ainsi que notre présence militaire à travers le monde
- **Préserver l'autonomie de notre politique étrangère** en cessant de chercher systématiquement la convergence de position au sein de l'Union européenne
- **Ne jamais céder aux pressions tendant à nous faire abandonner ou partager notre siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU** au profit de l'Union européenne ou de l'Allemagne
- **Maintenir l'universalité de notre réseau d'ambassades et de consulats** et conserver un corps diplomatique professionnel de haut niveau



Je ferai de la France une puissance d'équilibre

- **Sortir du commandement militaire intégré de l'OTAN** pour retrouver une voix indépendante, tout en demeurant au sein de l'Alliance atlantique: ni soumission aux États-Unis, ni asservissement à la Russie, la France doit redevenir une puissance indépendante
- **Agir pour rétablir la paix en Ukraine** puis mener un dialogue de fond avec tous les acteurs dont la Russie pour construire un nouvel ordre de sécurité européen viable et durable
- **Protéger nos intérêts économiques, industriels et stratégiques face à la Chine**
- **Mettre fin à la politique consistant à imiter la diplomatie punitive américaine** qui va à l'encontre de nos intérêts économiques et politiques
- **Cœuvrer pour la protection des minorités chrétiennes persécutées dans le monde**, notamment les chrétiens d'Orient qui comptent sur la France pour faire entendre leur voix

Je mettrai notre diplomatie au service de notre politique migratoire

- **Refonder notre relation avec l'Afrique pour y préserver notre influence** tout en mettant fin à la repentance coloniale et soutenir les États qui maîtrisent les flux migratoires
- **Obliger les pays d'origine à reprendre leurs ressortissants** en conditionnant:
 - Le versement de l'aide publique au développement
 - L'obtention des visas pour venir en France
 - Le gel des avoirs de leurs dirigeants
 - Le blocage des transferts de fonds des immigrés vers ces pays

REFORCER L'EXCELLENCE ET L'INDÉPENDANCE DE NOTRE DÉFENSE NATIONALE

« Disposer d'une armée forte et autonome, pilier de l'indépendance de la France »



Si nos armées, garantes de notre souveraineté et de notre influence dans le monde, sont encore respectées et crédibles, la situation reste fragile. Par manque d'investissement et par incohérence, notre modèle d'armée reste sous-dimensionné. **Notre défense nationale court le risque du déclassement.**

Pourtant, ce n'est qu'à la condition de disposer d'une armée suffisamment équipée et aguerrie que nous pouvons protéger nos intérêts, être écoutés et peser sur les grands équilibres mondiaux. **Face aux puissances qui réarment, je veux donc rebâtir des forces armées qui soient dignes du rang de la France.**

Pour cela, mon plan pour nos armées a pour but de **renforcer notre capacité de dissuasion nucléaire et notre capacité d'intervention partout dans le monde**, car notre priorité doit demeurer la protection de tout notre territoire national. Je sauvegarderai ces atouts en **modernisant nos moyens de dissuasion**, tout en préservant la qualité et la visibilité de nos forces conventionnelles des trois armées (Terre, Mer et Air-Espace).

J'ai également conscience du rôle que jouent les armées dans la vie de la Nation. C'est pourquoi **je m'assurerai que les femmes et les hommes qui les composent se sentent soutenus et pleinement reconnus par le pouvoir politique** : ils sont le cœur et le bouclier de la Nation, jamais je ne l'oublierai.

Mon plan est donc simple. **Je soutiendrai notre Défense nationale en renforçant notre autonomie stratégique, en augmentant significativement son budget et en valorisant le statut militaire de nos soldats**, d'active et de réserve.

Chef des armées, je reconstruirai un outil militaire robuste permettant aux forces armées d'assurer leurs missions de dissuasion, de protection du territoire national et de demeurer le pilier de notre Nation.

J'augmenterai et je moderniserai les moyens de nos armées

- **Augmenter annuellement le budget de la défense jusqu'à 70 milliards d'euros en 2030** afin de moderniser nos forces nucléaires et conventionnelles et améliorer la capacité d'intervention de chacune de nos armées
- **Posséder à terme deux porte-avions, vingt frégates, huit sous-marins nucléaires d'attaque et trois cents avions de chasse** afin de disposer d'une capacité de projection permanente à horizon 2040
- **Renforcer nos moyens de surveillance et d'intervention dans l'espace** (optique, laser, planeur hypersonique) afin de maîtriser les conflits complexes
- **Renforcer notre capacité d'action dans l'espace cyber** afin de faire face aux nouveaux conflits en créant une filière militaire spécifique et en recrutant suffisamment de spécialistes civils



Je rendrai à nos armées les moyens de rayonner au service de nos intérêts dans le monde

- **Revoir notre stratégie au Sahel et en Afrique** en renforçant nos bases de réaction rapide dans la zone et nos partenariats avec les forces locales
- **Muscler nos capacités de défense et d'intervention** en doublant d'ici 2027 les forces prépositionnées en Outre-mer et à l'étranger
- **Accroître les moyens de surveillance et d'intervention de l'Action de l'État en Mer** afin de protéger nos littoraux ultramarins

Je garantirai notre indépendance en nous appuyant sur l'écosystème industriel français

- **Revoir notre engagement dans les grands programmes d'armement européens** (avion, char et canon) afin de faire prévaloir les intérêts de notre industrie de défense
- **Améliorer notre capacité offensive dans les airs** (drone de combat furtif, missile hypersonique) afin de rester au niveau des grandes puissances
- **Renforcer notre filière d'armement** afin de disposer de solutions souveraines, des systèmes les plus complexes aux armes de petit calibre
- **Améliorer le rôle et les moyens du ministre des Armées** dans la conduite de la politique industrielle et technologique de défense en lien avec le ministère de l'Industrie

Je placerai l'armée au cœur de la société

- **Revaloriser de 20 % les soldes des militaires d'active et des réservistes**
- **Permettre chaque année à 10 000 jeunes d'effectuer un service militaire volontaire** afin de mieux s'assimiler à la communauté nationale
- **Renforcer le rôle et les moyens de la réserve opérationnelle** dans la défense du territoire

2

RECONQUÉRIR NOTRE EXCELLENCE ET NOTRE PROSPÉRITÉ





Depuis la fin des Trente Glorieuses, la France s'est laissée entraîner sur la voie du déclassement. Déclassement économique et industriel bien entendu, mais aussi déclassement scolaire, scientifique, sans compter le délitement de nos services publics.

Il est vital de sortir de ce cercle vicieux qui a conduit au déclin de la France et à l'appauvrissement des Français, dont le pouvoir d'achat a diminué. **Heureusement, les forces du sursaut sont bien présentes dans notre pays**, elles n'attendent qu'un État mieux organisé, plus efficace, moins dépensier, qui cessera de faire peser sur les particuliers et sur les ménages des prélèvements obligatoires records.

Le redressement aura lieu dès que nous cesserons de croire que notre modèle de croissance peut être principalement basé sur la consommation, comme si nous n'avions rien d'original à produire et à offrir au monde, comme si nous pouvions continuer à nous enfoncer dans le déficit commercial qui nous conduit à brader notre patrimoine économique.

La France peut et doit renouer avec le goût de l'excellence qui a été sa marque de fabrique pendant des décennies voire des siècles : ainsi nous rayonnerons et nous exporterons, nous ferons partie des grandes puissances économiques du XXI^e siècle.

Notre Nation n'a jamais supporté la médiocrité, elle a besoin de briller, d'éblouir le monde par sa capacité à inventer et à répondre aux défis du monde de demain. Notre pays peut redevenir ce phare qui éclaire l'humanité tout entière, ce pays à la pointe des avancées technologiques les plus prometteuses.

Je ferai tout pour que la France redevienne une grande nation de création intellectuelle et de production industrielle, numérique et agricole. **La clé de toute ma politique économique sera donc la réindustrialisation.**

Celle-ci apportera la prospérité à la France et rendra du pouvoir d'achat aux Français. Grâce à mon programme ambitieux, les Français auront foi dans un avenir meilleur pour leurs enfants.



RETRouver l'EXCELLENCE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE

« Relever le niveau d'exigence, restaurer le respect pour les enseignants et refonder une école de l'excellence pour tous »



Nous assistons depuis trop longtemps au délitement de notre système éducatif et à l'effondrement du niveau scolaire des jeunes Français. Une proportion considérable des élèves quittant l'enseignement primaire ne sait pas correctement lire, écrire et compter, ce qui les conduit à un échec scolaire inévitable dans le secondaire. Pourtant, la dépense par élève a presque doublé depuis 1980.

De l'école primaire jusqu'à la fin des études secondaires, **tous les acquis de l'école ont donc été profondément fragilisés, mais j'en suis persuadé, cette régression n'est pas irréversible.** Je veux donc redresser notre école en revenant aux fondamentaux : excellence dans la transmission des savoirs, méritocratie, respect de l'autorité, pluralité des parcours au collège, revalorisation des filières professionnelles, formation de haut niveau pour les enseignants, interdiction de tout endoctrinement idéologique.

Nous offrirons une éducation de qualité pour tous et chaque élève de France aura la possibilité de s'épanouir intellectuellement, quelle que soit la filière, et de réaliser ses projets. **En remettant l'excellence au cœur de l'école,** nous formerons les ingénieurs susceptibles de relever notre industrie, nous formerons les esprits qui feront rayonner la France partout dans le monde, nous transmettrons à tous les Français notre culture millénaire. **N'ayons pas peur de sacraliser le mérite et de faire de l'école le temple du savoir,** car c'est là le meilleur service que nous puissions rendre à nos enfants.

Grâce à ce plan ambitieux, nous referons de l'école française le creuset d'une société dans laquelle chacun peut réussir, nous referons de l'école française l'une des meilleures au monde.

Je remettrai la transmission des savoirs au centre de l'enseignement

- Recentrer l'enseignement autour des savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter) à l'école primaire
- Contrôler l'acquisition des savoirs fondamentaux à la fin du primaire en instaurant un Certificat de Fin d'Etudes
- Remettre en place des parcours cohérents et lisibles en restaurant les trois filières scientifique, littéraire et économique au lycée tout en faisant de chacune d'elle une voie exigeante
- Rendre au Brevet sa véritable valeur et refaire du Baccalauréat un examen national, anonyme et terminal afin qu'ils soient plus justes et plus sélectifs
- Protéger les enfants en interdisant toute forme de propagande idéologique à l'école pour en refaire un sanctuaire
- Faire scrupuleusement respecter l'interdiction de l'écriture inclusive jusque dans l'enseignement supérieur
- Instaurer un enseignement et une pratique véritables de la musique au sein de l'école et du collège
- Créer un grand ministère d'État du Savoir et de la Transmission regroupant l'Instruction publique, l'Enseignement supérieur et la Culture



Je permettrai à chaque élève de viser l'excellence

- **Mettre un terme au collège unique** en instituant des classes de niveaux, tout en conservant des passerelles entre les diverses filières et les divers niveaux, afin de constituer des groupes homogènes qui puissent progresser au même rythme grâce à une pédagogie adaptée, et proposer la filière pré-professionnelle dès l'entrée en 4^e
- **Créer des classes d'excellence littéraires et scientifiques dans un lycée par académie**, afin de former de manière suivie une nouvelle élite et de tirer l'ensemble du système éducatif vers le haut
- **Permettre véritablement à tous les collégiens et lycéens de suivre un enseignement de latin et de grec** en étendant cet enseignement à tous les établissements du territoire national, selon les mêmes conditions

Je rétablirai la discipline et le respect de l'autorité

- **Responsabiliser les familles** en suspendant les allocations familiales des parents d'élèves perturbateurs ou absenteistes
- **Protéger les élèves de la violence** en transformant les Conseillers Principaux d'Éducation en Surveillants Généraux ayant pour but exclusif le maintien de l'ordre scolaire au sein des établissements
- **Eloigner les élèves perturbateurs et leur donner une nouvelle chance** en créant des internats de réinsertion
- **Lutter contre le harcèlement scolaire, le communautarisme et les inégalités sociales** en rendant le port de la blouse obligatoire à l'école primaire

Je revaloriserai le rôle et le statut des enseignants

- **Établir une sélection plus stricte des professeurs du primaire et du secondaire** en mettant en place des concours plus exigeants centrés sur la maîtrise des savoirs, en supprimant les INSPE (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation) et en les remplaçant par des Écoles Normales Supérieures Régionales
- **Revaloriser les salaires des enseignants** en accélérant la progression des carrières et en attribuant des Primes d'Excellence Professorale fondées sur la qualité de la transmission du savoir évaluée grâce à de plus fréquentes inspections



RÉNOVER NOTRE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET INVESTIR DANS NOTRE RECHERCHE

« *Faire de la hausse du niveau académique, scientifique et technologique la condition du renouveau intellectuel et industriel de la France* »



Autrefois phares de l'intelligence mondiale, l'université et la recherche françaises ont perdu de leur prestige malgré des atouts indéniables.

Il y a désormais 60% d'échec en licence 1 à l'université, nos plus brillants cerveaux partent enrichir des entreprises à l'étranger alors que nous manquons chaque année d'ingénieurs et que la France dépose deux fois moins de brevets que l'Allemagne.

Il faut mettre un terme à cet engrenage dangereux car je reste persuadé que l'excellence de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique constitue un facteur décisif de puissance et d'influence pour notre Nation. **Je veux donc mettre fin à cette spirale du déclassement de notre recherche car l'innovation sera la condition de notre redressement économique.**

Grâce à mon programme, l'université redeviendra un lieu où l'exigence et l'excellence sont reines et où le mérite de tous les étudiants, quel que soit leur milieu d'origine, est véritablement récompensé. L'indépendance et la liberté académique des enseignants-chercheurs seront protégées contre les manipulations idéologiques qui font tant de mal à la recherche scientifique, tandis qu'il faudra **revaloriser le métier de chercheur pour attirer et conserver les esprits conquérants dont notre pays a besoin.**

Ma France sera donc une France où l'industrie s'appuie sur la recherche et où la prospérité sera de nouveau une réalité. **Et grâce à des programmes stratégiques que je lanceraï dans tous les secteurs d'avenir, la France reprendra le premier rôle sur la scène intellectuelle et économique mondiale.**

Je refonderai notre université

- **Désengorger les filières saturées et sans débouchés professionnels** en introduisant des *numerus clausus* ciblés et en interdisant les doubles redoublements
- **Récompenser l'excellence et le mérite de nos étudiants** en mettant fin à la discrimination positive dans les filières sélectives
- **Réorienter les moyens pour former plus d'ingénieurs dans toutes les filières**, dans les grandes écoles et les universités, afin de soutenir la réindustrialisation
- **Ne pas enfermer les étudiants dans une voie unique** en créant davantage de passerelles entre les filières généralistes et les filières professionnelles



- **Faciliter l'accès aux bourses sociales et au mérite pour les enfants des classes moyennes** en supprimant effectivement les bourses pour les étudiants absentéistes
- **Selectionner au mérite les étudiants étrangers**, en n'accueillant que les profils les plus prometteurs dans les filières utiles pour notre pays
- **Augmenter sensiblement les droits d'inscription pour les étudiants étrangers** car l'enseignement supérieur public est financé par les impôts des Français
- **Défendre la déontologie, la liberté académique et la diversité d'opinions dans l'enseignement supérieur** face à la censure et à la pression idéologique

Je valoriserai notre recherche

- **Rattraper nos voisins européens** en portant la dépense publique et privée de Recherche et Développement à 3 % du PIB
- **Revaloriser le métier et le statut de chercheur** en augmentant les salaires au mérite et en augmentant les moyens en équipement
- **Financer davantage la R&D privée des start-ups, des petites et moyennes entreprises** en simplifiant le Crédit d'Impôt Recherche et en instaurant un guichet unique d'accès aux aides

Je lancerai de grands programmes d'innovation

- **Garantir notre sécurité et notre souveraineté industrielle** en investissant massivement dans la recherche en cryptographie quantique
- **Retrouver notre première place scientifique, politique et économique dans le spatial européen** et accélérer les programmes de lanceurs spatiaux réutilisables
- **Concentrer la recherche en intelligence artificielle sur les applications de robotique mobile**, notamment dans les domaines agricole, maritime, spatial et militaire

REFAIRES DE NOTRE PAYS

UNE TERRE D'INDUSTRIE

« Rebâtir une industrie forte pour une France fière et souveraine »



Autrefois capable de porter des projets de très grande envergure, à la pointe de la technologie, notre industrie est aujourd’hui en déclin : entre 1989 et 2017, nous avons perdu 1,3 million d’emplois industriels.

À cela s’ajoute l’effondrement de notre balance commerciale (d’un excédent de 5 milliards d’euros en 2002 à un déficit de 85 milliards d’euros en 2021) : **les Français sont donc contraints d’acheter des biens étrangers produits dans des conditions qui ne respectent pas nos normes sociales ou environnementales.** Cette désindustrialisation explique également notre niveau élevé de chômage et la baisse du pouvoir d’achat.

Quant à la crise sanitaire, elle a prouvé que la France ne dispose plus d’un tissu industriel suffisant pour protéger ses intérêts vitaux. Pour mettre fin à cette spirale, **la réindustrialisation constitue la mère de toutes les batailles.**

Notre pays doit redevenir une terre d’excellence industrielle où l’on est capable de fabriquer les meilleurs produits et de valoriser tous les savoir-faire. Pour cela, j’entends d’abord mettre en œuvre **une baisse massive d’impôts**, qui permettra de redonner de l’oxygène à nos entreprises, tout en incitant la demande privée et publique à s’approvisionner davantage auprès des entreprises françaises. Notre économie retrouvera de l’air, nos entreprises pourront innover, les salaires pourront augmenter.

Je protégerai également notre économie contre un libre-échange débridé afin de relocaliser la création de richesses en France. Rivalisant avec les plus grandes nations en la matière, la France redeviendra alors le grand pays industriel qu’elle n’aurait jamais dû cesser d’être.

Je baisserai la fiscalité qui pèse sur nos entreprises

- **Baisser massivement les impôts de production à hauteur de 30 milliards d’euros supplémentaires par an**, en supprimant en priorité la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S), la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- **Revitaliser les régions durement frappées par la désindustrialisation** en créant des zones franches industrielles ouvrant droit à une exonération d’impôts de production et d’impôts sur les sociétés pendant 5 ans
- **Baisser le taux d’impôt sur les sociétés à 15% pour les petites et moyennes entreprises, artisans, commerçants et agriculteurs** jusqu’à 300 000 euros de bénéfices
- **Protéger et maintenir un véritable tissu d’entreprises exportatrices** en supprimant les droits de donation et de succession pour la transmission des entreprises familiales
- **Encourager la préservation des savoir-faire et de l’identité culturelle française** en étendant le dispositif « Jeunes Entreprises Innovantes » aux entreprises de l’artisanat et du patrimoine vivant

J’accompagnerai les filières industrielles

- **Rapprocher la formation et les besoins des entreprises** en rattachant les lycées professionnels au ministère de l’Industrie
- **S’assurer d’une concertation approfondie avec les filières industrielles avant toute évolution réglementaire impactante**
- **Exiger le remboursement intégral des aides publiques reçues par les entreprises qui délocalisent**
- **Créer un puissant ministère de l’Industrie** regroupant Industrie, Commerce extérieur, Énergie et Transports, pour remplir le rôle de chef d’orchestre de la réindustrialisation



Je privilégierai la production en France

- Permettre à chaque État européen de réserver une part de sa commande publique aux entreprises nationales en exigeant, sous deux ans, la mise en place d'un mécanisme adéquat à l'échelle de l'Union européenne
- Favoriser la production française en mettant en place un Patrie-score (note allant de A à E) qui fonctionnera comme le Nutri-score pour indiquer la part de valeur ajoutée réalisée en France des produits consommés
- Pénaliser les importations de produits qui ne respectent pas nos normes environnementales en exigeant la mise en place rapide au niveau européen de la taxe carbone aux frontières
- Protéger nos entreprises et producteurs de la concurrence déloyale en mettant fin à la surtransposition dans le droit français des règles européennes

Je protègerai nos fleurons industriels

- Protéger nos entreprises stratégiques en créant un comité dédié chargé de contrôler tous les investissements étrangers
- Maintenir un stock minimal permanent de biens stratégiques pour lesquels le risque de rupture est inacceptable (notamment médicaments, matériel médical, produits agroalimentaires, composants électroniques, batteries) à travers la signature de conventions avec les fournisseurs
- Lutter contre l'extraterritorialité du droit américain en négociant des mesures de rétorsion au niveau français et européen, notamment la mise en place de sanctions commerciales automatiques pour compenser en montant les amendes imposées aux entreprises françaises et européennes par la justice américaine

J'assurerai le financement de notre industrie

- Faire de l'Agence des Participations de l'État un véritable fonds souverain qui investira en priorité dans les entreprises stratégiques françaises et dont les moyens seront renforcés en utilisant une partie des fonds du Livret A actuellement destinés au logement social
- Inciter à l'investissement dans les start-ups et les PME françaises en permettant de déduire 50 % de son investissement de son Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI)



BAISSER LES IMPÔTS POUR RENDRE DU POUVOIR D'ACHAT À TOUS LES FRANÇAIS

« Améliorer le niveau de vie des Français par un allégement massif des impôts et des charges »



Conséquence de notre décrochage industriel et de notre déclassement économique, **le niveau de vie des Français a baissé ces dernières années par rapport aux autres pays développés**. Nous sommes le pays le plus taxé au monde. Les prélèvements obligatoires représentaient 47% du PIB en 2019, nous travaillons donc près de la moitié de l'année pour assumer le train de vie de l'État.

La dépense publique n'est plus sous contrôle. Les Français subissent ainsi le poids d'une fiscalité qui grève inévitablement leur pouvoir d'achat : **les salaires nets des Français sont trop bas, alors que les salaires bruts chargés payés par les entreprises sont trop hauts**. Cela pénalise les classes moyennes et modestes qui doivent bien vivre de leur travail et ne pas être dans l'angoisse permanente des fins de mois difficiles.

C'est donc très légitimement que **le pouvoir d'achat apparaît comme une priorité absolue** pour les Français. Il faut d'urgence revaloriser le travail et libérer l'économie. **Il faut que ceux qui se lèvent tôt pour aller travailler puissent gagner dignement leur vie**.

En plus de rendre le travail plus rémunérant, je leverai aussi toutes les contraintes qui pèsent sur tous les Français qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler : **il est temps d'en finir avec cet acharnement et ce racket contre les automobilistes**. Ces politiques néfastes traduisent un mépris des élites parisiennes pour la France périphérique. Dès 2022, je mettrai donc la France sur le chemin d'un cycle vertueux où la baisse des dépenses publiques permettra la **baisse des prélèvements obligatoires**, au bénéfice de la **réindustrialisation** et du **pouvoir d'achat des Français**.

Ce programme exige beaucoup de courage et de détermination et interdit les mesures démagogiques. Mon projet sera fondé sur le principe suivant : « Taxer moins pour gagner plus ».

Je baisserai les impôts et les charges

- **Augmenter le salaire des travailleurs modestes du public, du privé et des indépendants**, en permettant de toucher l'équivalent d'un 13ème mois par la baisse de la Contribution Sociale Généralisée (CSG) s'appliquant de manière dégressive pour tous les salaires allant du SMIC à 2 000 euros. Cette mesure sera financée par la suppression des aides sociales non contributives pour les étrangers extra-européens (allocations familiales, RSA, aides au logement, minimum vieillesse...)
- **Revaloriser jusqu'à 600 euros par an les petites retraites inférieures à 1 300 euros mensuels** en les exonérant totalement de CSG et CRDS. Cette mesure sera également financée par la suppression des aides sociales non contributives pour les étrangers extra-européens (allocations familiales, RSA, aides au logement, minimum vieillesse...)
- **Permettre aux chefs d'entreprises de récompenser leurs salariés en instaurant une prime Zéro Charges** (patronales et salariales) pouvant s'élever jusqu'à trois fois le salaire net mensuel
- **Revenir pleinement au principe vertueux « Travailleur plus pour gagner plus »** en exonérant totalement d'impôts et de charges sociales les heures supplémentaires
- **Rémunérer les salariés qui participent à la création de richesses de leur entreprise** en défiscalisant et en simplifiant la prime de participation des salariés (exonération de l'Impôt sur le Revenu, de la CSG, de la CRDS), tout en élargissant ce dispositif à toutes les sociétés de plus de 11 salariés (contre 50 actuellement)
- **Permettre le déblocage immédiat de la prime de participation sans aucun impôt sur le revenu et sans aucune condition pour le salarié**
- **Encourager l'augmentation des salaires et de la prime de participation** en supprimant le forfait social qui pèse sur l'employeur
- **Favoriser le pouvoir d'achat des apprentis** en augmentant le niveau d'exonération des cotisations salariales pour l'apprentissage de 79 % actuellement à 100 % du SMIC
- **Maintenir l'exonération de cotisations patronales et salariales à hauteur du SMIC pendant 2 ans** en cas d'embauche de l'apprenti par l'entreprise d'accueil
- **Supprimer la redevance audiovisuelle** (138 euros par an et par foyer) grâce à la privatisation des principales chaînes de l'audiovisuel public

Je supprimerai les contraintes excessives qui pèsent sur les automobilistes

- **Supprimer le permis à points** et lutter plus sévèrement contre les vrais chauffards
- **Réduire la facture carburant des Français qui ont besoin de leur voiture pour travailler** en faisant rembourser par les entreprises 50 % des frais de carburants de leurs salariés pour leur trajet domicile-travail (dans la limite de 40 euros par mois) sur le même modèle que le remboursement des transports en commun qui bénéficie actuellement aux salariés citadins
- **Restaurer la limitation de vitesse de 90 km/h sur les routes nationales et départementales**
- **Plafonner les amendes de stationnement à 17 euros** en encadrant le pouvoir des maires des centres-villes sur la réglementation de la circulation et la fixation des prix et des forfaits de stationnement
- **Ne pas empêcher des millions de Français de circuler dans leur propre agglomération** en mettant fin à toute interdiction pour certains véhicules de circuler en ville (ZFE-m, Zones à Faibles Émissions Mobilité)
- **Revenir à la limitation de 50 km/h en ville** en retirant aux maires des métropoles le droit de décider de la limitation de vitesse dans leur ville, sauf en zone très spécifique
- **Allonger la durée de validité du contrôle technique à 3 ans** au lieu de 2 ans et ne pas l'élargir aux deux-roues



PROTÉGER LES TRAVAILLEURS ET VALORISER LE TRAVAIL

« *Préserver les travailleurs français des effets pervers de la mondialisation et faire du travail la condition de la prospérité* »



Depuis des décennies, le modèle social français est profondément remis en cause, voire mis en échec, par un phénomène qu'aucun gouvernement n'est parvenu à maîtriser : **la mondialisation et les bouleversements qu'elle engendre**.

Pour y répondre, la France s'est trompée de stratégie puisqu'elle a engagé **une complexification des règles qui régissent son marché du travail**. C'est la raison pour laquelle la France a désormais un train de retard par rapport au reste du monde, alors que **tous les Français appellent de leurs vœux une simplification qui permettra de favoriser et de revaloriser le travail**.

Les sociétés installées en France, prises dans l'étau de cette complexité administrative et de la pression fiscale qui caractérisent notre pays, ont ainsi été incitées à délocaliser leurs activités en masse : **déclassement, appauvrissement et chômage nous touchent plus que jamais**.

Pour écarter ces dangers et redonner son sens au travail, je propose tout d'abord de **favoriser l'attractivité de notre économie** en simplifiant les règles qui gouvernent l'emploi en France. Je protégerai également les travailleurs français des **effets pervers de la mondialisation**. Enfin je mènerai **une grande politique incitative à l'embauche**. Ce faisant, je répondrai véritablement aux aspirations des Français, je leur proposerai **un cadre juridique plus propice au travail, plus simple et plus protecteur**.

Le travail sera la clef du redressement de notre pays, chaque Français y participera, car je sais que nous sommes tous prêts à intensifier nos efforts pour faire de la France un pays prospère où le travail paie mieux.



Je protègerai les travailleurs français

- **Lutter contre les délocalisations d'emplois de services** en pénalisant les entreprises qui y ont recours dans l'attribution des marchés publics
- **Mettre fin au dumping social provoqué par l'actuelle directive européenne sur les travailleurs détachés**

Je favoriserai les recrutements

- **Favoriser les embauches en exonérant de cotisations patronales toute petite entreprise** de moins de 11 salariés pour deux embauches en CDI, pendant 2 ans
- **Favoriser la mobilité des chercheurs d'emploi sur le territoire** en versant directement la moitié des droits au chômage en cas de déménagement pour prendre un nouvel emploi

Je développerai l'apprentissage et la formation

- **Favoriser le pouvoir d'achat des apprentis** en augmentant le niveau d'exonération des cotisations salariales pour l'apprentissage de 79 % à 100 % du SMIC
- **Favoriser l'embauche des apprentis en CDI** en réinstituant et maintenant l'exonération de cotisations patronales et salariales à hauteur du SMIC pendant 2 ans en cas d'embauche de l'apprenti par l'entreprise d'accueil
- **Revaloriser les métiers manuels et les formations professionnelles** en créant partout en France des Campus Régionaux de la Formation Professionnelle qui regrouperont les jeunes désireux de se former à tous les métiers adaptés aux besoins des entreprises locales

Je simplifierai le dialogue social

- **Relever le seuil de 50 à 250 salariés pour l'obligation de consultation du Comité social et économique (CSE)**, tout en maintenant les œuvres sociales et culturelles pour les entreprises d'au moins 50 salariés

REVENIR À UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RATIONNELLE FONDÉE SUR LE NUCLÉAIRE

« Relancer notre filière nucléaire et réduire notre dépendance aux hydrocarbures pour préserver notre souveraineté énergétique »



La politique énergétique d'Emmanuel Macron a été aussi incohérente et fluctuante que désastreuse : fermeture de la centrale de Fessenheim, décision de fermer 12 réacteurs nucléaires supplémentaires d'ici 2035, mise à l'arrêt du programme nucléaire de nouvelle génération ASTRID, décision tardive et non engageante sur la construction de nouveaux réacteurs, largesses financières accordées aux énergies renouvelables intermittentes. **La rationalité économique, industrielle, géopolitique et climatique a été mise de côté au nom des arrangements politiciens** avec ceux qui s'autoproclament écologistes, mais qui sont en fait essentiellement mus par une idéologie anti-nucléaire, y compris en vue de démanteler à terme le nucléaire militaire et notre dissuasion.

Je veux donc refonder notre politique énergétique. Je veux que la France de demain défende son industrie nucléaire qui est la troisième filière industrielle française avec 220 000 emplois directs et qui permet à la France de préserver sa souveraineté, d'exporter son électricité et donc de réduire son déficit commercial. Le nucléaire civil est un écosystème qui contribue à la transmission de compétences de pointe entre les générations d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers français. **En défendant ce joyau national, nous protégerons aussi le pouvoir d'achat des Français grâce à des factures d'électricité moins lourdes pour les familles.**

Il en va de notre indépendance stratégique et de la lutte contre le réchauffement climatique : le nucléaire est une énergie décarbonée. Cette énergie est donc bonne à la fois pour le climat, pour le pouvoir d'achat et pour l'emploi. **Dans le même temps, je rationaliserai le développement des énergies renouvelables** qui ne doit se faire au détriment ni de l'équilibre des écosystèmes, ni de la beauté de notre environnement, ni de nos finances publiques.

Je veux que la France redevienne leader dans le nucléaire, avec une électricité peu chère et une énergie très peu polluante. En investissant massivement dans notre filière nucléaire et en réduisant notre dépendance aux hydrocarbures, je renouerai avec la grande politique énergétique initiée par le général de Gaulle. **Et tout en regardant vers l'avenir, je défendrai notre souveraineté énergétique et lutterai réellement contre le réchauffement climatique.**

Je relancerai la filière nucléaire qui doit demeurer le socle de notre approvisionnement en électricité

- Supprimer l'objectif de réduire à 50% la part du nucléaire dans notre mix électrique en 2035 et allonger la durée de vie du parc existant à 60 ans au moins
- Stopper la fermeture prévue des 12 réacteurs nucléaires annoncée pour 2030
- Assurer le renouvellement de notre parc nucléaire et accompagner la hausse de la demande d'électricité en lançant un programme de construction d'au moins 14 nouveaux réacteurs nucléaires EPR2 à horizon 2050
- Soutenir le développement des réacteurs de petite taille SMR (Small Modular Reactors) afin de disposer d'un modèle prêt à construire d'ici la fin du quinquennat



- **Relancer la recherche dans le nucléaire du futur**, comme les réacteurs de 4^e génération (programme ASTRID) et la fusion nucléaire (projet international ITER)
- **Imposer le nucléaire à l'échelle européenne** comme étant le principal outil dans la lutte contre le réchauffement climatique
- **Permettre à tous les consommateurs français, particuliers et entreprises, de bénéficier de la compétitivité du parc nucléaire existant** en remplaçant le dispositif ARENH, qui oblige EDF à vendre un quart de son électricité nucléaire à ses concurrents à un prix ne permettant pas de couvrir tous ses coûts, par un nouveau tarif régulé pour l'électricité nucléaire
- **Mettre fin au projet Hercule** visant au démantèlement d'EDF et garantir l'intégrité de ce fleuron national
- **Investir dans l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague** et réaliser le projet de stockage à long terme des déchets nucléaires CIGEO

Je garantirai que le développement des énergies renouvelables ne se fasse pas au détriment de nos paysages et de nos finances

- **Mettre fin à tous les projets d'éoliennes actuels et futurs**, sur terre comme sur mer
- **Investir dans des installations hydroélectriques** afin de continuer à développer notre première source d'énergie renouvelable
- **Empêcher l'ouverture à la concurrence de nos barrages hydroélectriques** malgré les injonctions de la Commission européenne et lancer un plan d'investissement pour optimiser les installations existantes

J'encouragerai toutes les technologies qui réduisent notre dépendance aux hydrocarbures

- **Rediriger le soutien public à l'éolien** vers la géothermie, le bois-énergie, les réseaux de chaleur ou les pompes à chaleur qui remplacent des consommations de gaz ou de fioul
- **En finir avec les passoires thermiques** en investissant dans l'isolation des bâtiments résidentiels et tertiaires
- **Décarboner les transports en combinant les différentes technologies prometteuses** (batteries électriques, piles à combustible, biocarburants et carburants de synthèse pour l'aviation et le maritime)
- **Soutenir le déploiement de la filière hydrogène** dans l'industrie et le transport lourd (ferroviaire, transport maritime et aérien)
- **Favoriser le déploiement de bornes de recharge de véhicules électriques** sur tout le territoire



DONNER UN NOUVEAU SOUFFLE À NOTRE AGRICULTURE

« Protéger les agriculteurs français contre un libre-échange débridé et mettre en œuvre une véritable stratégie de souveraineté alimentaire »



L'agriculture a toujours été **constitutive de l'identité de la France**, qu'il s'agisse de ses paysages, de son art de vivre ou de son économie. Pourtant, il existe **un indéniable malaise dans le monde agricole français**: il y a la paupérisation, les suicides, ce sentiment d'impuissance et d'abandon face à un libre-échange débridé qui n'impose pas les mêmes règles à tous les producteurs. Depuis trop longtemps, **nos agriculteurs sont soumis à une concurrence déloyale** qui ne respecte pas nos normes sociales, sanitaires et environnementales. Mais cette tendance de fond peut être inversée.

L'agriculture française dispose de formidables atouts pour retrouver sa vitalité et reconquérir des marchés, et c'est tout le sens de mon projet : sous ma présidence, la Politique Agricole Commune (PAC) retrouvera son rôle protecteur qu'elle avait à l'origine car je veillerai à ce que les intérêts agricoles français soient respectés au niveau européen.

Je mettrai également **fin à l'excès de normes et de contraintes**, pour que les agriculteurs puissent **produire mieux sans être pénalisés par la concurrence déloyale étrangère**. Je souhaite que l'agriculture retrouve son rôle clef : **c'est d'elle dont dépend la souveraineté alimentaire de la France**, c'est elle qui permettra de revitaliser toutes les campagnes de France grâce aux circuits de distribution locaux que je favoriserais.

L'avenir de la France est étroitement lié à l'avenir de ses agriculteurs, jamais je ne les abandonnerai : ils nous nourrissent et sans eux il n'y aurait pas d'art de vivre à la française. Chaque Français a en lui, dans son inconscient et dans son imaginaire, un attachement au monde paysan auquel la France doit tout.



Je permettrai aux agriculteurs d'être mieux rémunérés

- **Faire en sorte que la grande distribution ne puisse plus imposer ses prix aux producteurs** en mettant fin aux regroupements de plusieurs enseignes au sein de centrales d'achat communes
- **Privilégier les circuits courts** en augmentant la part de produits locaux dans la restauration collective en entreprise et dans les écoles

Je protègerai les agriculteurs face à la concurrence déloyale

- **Instaurer un moratoire sur la participation de la France aux négociations actuelles et futures des traités de libre-échange**, qui pénalisent trop souvent nos agriculteurs
- **Ne plus accabler de contraintes les paysans français** en interdisant la surtransposition dans notre droit des normes européennes
- **Interdire toutes les importations de produits agricoles que les agriculteurs français n'ont pas le droit de produire en France** compte tenu des normes de production françaises et européennes
- **Reconquérir la souveraineté alimentaire française** et cultiver en France tous les produits qui peuvent l'être en orientant les aides publiques à la production et à l'innovation

Je fixerai comme objectifs prioritaires le renouvellement des générations des agriculteurs, l'innovation et l'amélioration du traçage de la viande

- **Favoriser le renouvellement des générations d'agriculteurs** notamment en augmentant la Dotation Jeune Agriculteur, en simplifiant les procédures d'installation et d'achat de foncier, en proposant des formations, des parrainages et des garanties bancaires
- **Exonérer de droit de donation et succession** toute transmission familiale d'une exploitation agricole
- **Revitaliser et diversifier notre agriculture** en encourageant l'installation de nouveaux producteurs
- **Financer la recherche et l'innovation en robotique agricole** ce qui doit permettre de réduire de façon réaliste et non dogmatique l'utilisation des produits phytosanitaires
- **Indiquer sur tous les produits contenant de la viande le mode d'abattage des animaux** (conventionnel avec étourdissement ou rituel sans étourdissement)



RENOUER AVEC L'AMBITION MARITIME DE LA FRANCE

« Explorer et défendre le capital marin de la France »



La France et la mer sont intimement liées. Nous avons une façade maritime unique, le deuxième espace maritime au monde, près de 11 millions de km², une histoire glorieuse grâce à laquelle la France est présente sur tous les océans du globe.

Nous avons aussi **une présence mondiale dans le commerce maritime et la pêche**. C'est pour cela que la mer a toujours constitué une source de richesse et de développement : je veux donc valoriser et protéger cet atout qui fournit du travail à tant de Français depuis des siècles.

Mais l'aventure maritime française n'est pas terminée, j'en suis persuadé : **les ressources de pêche ainsi que les ressources minérales, génétiques et énergétiques de cet espace considérable offrent des perspectives encore insoupçonnées, tant ses fonds restent encore largement à explorer. Voilà une aventure digne de l'ambition de la France et des Français, je m'y engagerai pleinement.**

Dans la France de demain, les filières traditionnelles comme la pêche ou la construction navale côtoieront les filières émergentes comme les énergies marines renouvelables ou l'aquaculture innovante. J'en suis sûr, tous ces secteurs de prestige attireront une jeunesse désireuse de se former à ces métiers si particuliers et si essentiels au rayonnement de notre pays, car l'esprit marin fait résolument partie de l'esprit de la France.



Je protégerai et valoriserai nos espaces maritimes

- Garantir la souveraineté de nos espaces maritimes en augmentant les moyens de surveillance (drones, satellites, coopération internationale), en renouvelant les moyens d'intervention de la Marine nationale, des administrations (douane, affaires maritimes, gendarmerie et sécurité civile) et en soutenant la société nationale de sauvetage en mer (SNSM)
- Révéler, exploiter et défendre tout le potentiel de nos eaux et de nos fonds marins en investissant dans la recherche et en centralisant la délivrance des concessions au sein d'une agence unique
- Mettre fin à tous les projets actuels et futurs d'éoliennes en mer et investir dans le développement de technologies au potentiel plus prometteur, comme l'énergie thermique des mers

Je soutiendrai la pêche et l'élevage marin pour atteindre l'autosuffisance

- Mieux associer les pêcheurs aux campagnes scientifiques sur l'état des stocks et obtenir de l'Union européenne des quotas plus favorables
- Développer nos flottes de pêche ultramarines en sortant les eaux des départements d'Outre-mer de la politique européenne des pêches
- Couvrir nos besoins alimentaires nationaux avec des produits de meilleure qualité en augmentant le nombre de concessions de parcs d'élevage sur le littoral et en haute mer
- Interdire l'accès au marché européen de produits de la mer dont la production ne respecte pas les normes sociales et environnementales de l'Union européenne
- Créer un grand ministère de la Ruralité, de l'Agriculture et des Littoraux qui regroupera la Ruralité, l'Agriculture, l'Environnement, la Biodiversité ainsi que la Chasse, la Pêche et la Forêt

Je donnerai les moyens à l'économie bleue de réaliser son plein potentiel

- Former davantage aux métiers de la mer en augmentant les capacités de formation, notamment à travers la création d'un lycée professionnel maritime en région PACA et en facilitant les passerelles entre secteurs de l'économie maritime
- Réformer nos ports pour les rendre plus compétitifs et mieux organisés face à la concurrence européenne
- Défendre les pôles et entreprises d'excellence, notamment dans le domaine des biotechnologies marines, de l'océanographie, de l'alimentation et de l'énergie

CONSTRUIRE NOTRE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

« Faire du numérique un outil de prospérité et de rayonnement pour la France »



L'essor du numérique a profondément transformé nos vies et a consacré la toute-puissance de la technologie. Elle est source d'innovation, de progrès, d'avancées et de croissance qui irriguent tous les pans de notre économie. Même si des entrepreneurs visionnaires contribuent chaque jour à créer, force est de constater qu'un grand nombre de technologies, équipements et services devenus essentiels proviennent désormais des États-Unis et de Chine.

Cela pose la question de notre souveraineté et de notre dépendance à ces pays et à leurs fleurons technologiques : GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), et BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi). Nous devons être beaucoup plus ambitieux et nous affirmer comme puissance technologique, d'autant plus que nous disposons de brillants ingénieurs que ces sociétés étrangères nous arrachent. Nos sociétés innovantes doivent être soutenues par la commande publique, elles doivent aussi pouvoir compter sur des financements publics et privés aux stades les plus avancés de leur développement, pour ne pas dépendre des fonds d'investissement anglo-saxons. Notre système éducatif doit aussi former suffisamment de talents pour irriguer cet écosystème.

Je souhaite coûte que coûte mettre fin à cette vassalisation numérique et redonner à notre pays sa souveraineté technologique.

Dans ce domaine en perpétuelle évolution, il n'est pas trop tard pour faire de la France une grande puissance.

Je créeraï les conditions de notre souveraineté numérique

- Faire émerger des solutions françaises souveraines dans le cloud et la cybersécurité et investir dans les technologies de rupture (en particulier intelligence artificielle, ordinateur quantique et semi-conducteurs)
- Imposer par la loi que les données sensibles des Français ainsi que les données stratégiques de l'État et du secteur privé soient hébergées et sécurisées en France sur des solutions souveraines

Je soutiendrai les champions français du numérique à tous les stades de leur développement

- Permettre aux Français d'investir sans aucune fiscalité dans les start-ups et entreprises innovantes en créant un Livret Innovation
- Permettre aux créateurs de start-ups de se financer sans perdre le contrôle de leur entreprise et attirer les introductions en bourse sur la place de Paris en autorisant deux classes d'actions en bourse à droits de vote différents
- Favoriser les embauches en exonérant de cotisations patronales toute petite entreprise de moins de 11 salariés pour deux embauches en CDI, pendant 2 ans
- Permettre aux jeunes entreprises du numérique d'impliquer et de retenir les talents en élargissant les conditions de l'actionnariat salarié
- Sanctuariser la fiscalité de l'actionnariat salarié afin que la plus-value réalisée ne soit jamais considérée comme un salaire par l'administration fiscale



Je doterai la France des moyens de son ambition numérique

- Garantir une connexion haut débit à chaque Français et chaque entreprise sur tout le territoire
- Permettre à tout citoyen de faire toutes ses démarches administratives sur Internet en accélérant la numérisation des services de l'État et la mise à disposition des données
- Pourvoir à la demande croissante d'emplois dans le numérique en donnant une place de choix à l'enseignement de la programmation informatique dès le secondaire

J'accélèrerai les investissements dans la blockchain et le Web3 tout en créant un environnement favorable à la détention et la création de crypto-actifs

- Exonérer d'impôts sur la plus-value les cessions de crypto-actifs dès lors qu'au moins 50 % de cette plus-value est réinvestie dans le capital d'une entreprise de l'économie réelle
- Assouplir le cadre administratif pour les professionnels du secteur des crypto-monnaies, notamment à cause de la surtransposition européenne
- Créer un régime fiscal *ad hoc* pour l'imposition de la cession des NFT (*Non Fungible Token*) en l'alignant sur le régime fiscal de l'actif sous-jacent
- Ne pas laisser le monopole des stablecoins à des entités extra-européennes en favorisant l'émergence de stablecoins euro par le secteur privé européen sans attendre le projet d'euro numérique porté par la Banque centrale européenne



RÉFORMER L'ÉTAT ET L'ACTION PUBLIQUE

« Pour un État plus proche des Français, plus efficace et moins dispendieux »



Les fonctions régaliennes se délitent inexorablement alors que la dépense publique atteint des sommets inégalés. Tous les indicateurs signalent un **cruel manque d'efficacité de la part de l'État** : sécurité, santé, éducation, développement économique, alors que l'État impose lourdement les Français et les entreprises. **Nous dépensons beaucoup d'argent public mais nous le dépensons mal.**

Les Français n'en ont donc pas pour leur argent. **Le temps est venu d'évaluer sérieusement la conduite des politiques publiques.** Ce rôle revient en priorité au **Parlement qui jusqu'à présent ne joue pas son rôle en ce domaine.** L'action publique souffre également d'une **inflation normative : trop de lois tue la loi.** Les normes s'empilent sans que les normes devenues inutiles, contre-productives ou obsolètes ne soient élaguées.

À cela s'ajoute l'échec de la décentralisation. Celle-ci s'est opérée de manière technocratique donnant naissance à un mille-feuille illisible et inefficace, dans lequel les compétences et les financements s'enchevêtrent à l'excès.

Tels sont les maux bien connus de la « mal administration » auxquels je veux m'attaquer **pour que demain l'État soit mieux organisé, plus efficace et plus démocratique.**

Pour atteindre cet objectif, mon projet s'engage à simplifier l'organisation de l'État et à réaliser une véritable évaluation des politiques publiques : **les Français ont le droit de connaître l'usage qui est fait de leur argent**, car un État moderne doit être à la fois accessible et efficace. **La gestion rigoureuse des deniers publics est un engagement que je prends devant tous les Français et qui guidera mon action au quotidien.**

Enfin, je rationaliserai les principes organisant la décentralisation en redonnant aux maires une place de choix dans la vie politique et démocratique du pays : je ne conçois pas la France sans des maires respectés et écoutés.

Toutes ces mesures permettront de revitaliser notre démocratie et de remettre l'État au service des Français.



Je redonnerai du sens à l'action de l'État

- **Engager un grand processus de rationalisation et de baisse de la dépense publique** en lançant, dès le lendemain de l'élection, un grand audit de la Cour des comptes sur toutes les politiques publiques
- **Faciliter la vie des citoyens et des entreprises en créant un Haut-Commissariat à la simplification administrative** directement rattaché au Président de la République
- **Conserver une haute fonction publique au service de l'intérêt général** en rétablissant les corps préfectoral et diplomatique supprimés dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique initiée en 2021
- **Restaurer l'égalité entre fonctionnaires et salariés du secteur privé** en revenant aux trois jours de carence pour les arrêts maladie des agents de la fonction publique

Je rationaliserais le processus de décentralisation

- **Rapprocher les régions des citoyens et réduire le nombre d'élus locaux** en rétablissant le conseiller territorial (siégeant à la fois au conseil départemental et au conseil régional) sur le modèle de la réforme de 2010
- **Réaffirmer le rôle premier des communes et de l'État en redistribuant à leur profit certaines compétences** des intercommunalités, des départements et des régions et en stoppant définitivement le transfert obligatoire de compétences vers les divers groupements intercommunaux

Je renforcerai le rôle du Parlement

- **Redonner un ancrage local aux parlementaires** en autorisant à nouveau les maires à exercer un mandat parlementaire
- **Renforcer le temps parlementaire consacré à l'évaluation des politiques publiques**, ainsi plus aucune loi ne sera votée sans étude d'impact avec l'appui de la Cour des comptes

A photograph of the Palace of the Popes in Avignon, showing its Gothic towers and crenellated roof against a clear blue sky. In the foreground, there's a street market with white canopies and people looking at art. A golden statue of the Virgin Mary stands atop a church tower on the right.

3

RECONQUÉRIR NOTRE ART DE VIVRE ET NOTRE FRATERNITÉ

ÉRIC ZEMMOUR 2022



« Qu'il fait bon vivre en France ! » Voilà une réflexion qui a traversé l'esprit de tous les étrangers visitant notre beau pays. Tous y apprécient notre mode de vie, notre culture millénaire et des paysages d'une beauté à nulle autre pareille.

La France est bien ce pays qui offre une véritable douceur de vivre à tous ses habitants. Je veux donc préserver tout ce qui fait notre art de vivre : notre patrimoine historique et naturel, notre culture si particulière, la diversité de nos terroirs, la richesse de nos campagnes, notre amour de la liberté d'expression.

Malheureusement, tout ce legs est mis à mal par les politiques destructrices et les renoncements des quarante dernières années : c'est pour cela que je veux **mettre un terme à ce saccage civilisationnel qui menace les fondements de notre pays.**

Mais ce n'est pas tout, **ce sentiment d'appartenance à une même Nation** est aussi la condition de notre solidarité nationale, laquelle contribue aussi à la qualité de la vie en France.

C'est cet esprit de fraternité que je souhaite également défendre. Car notre modèle social a été fragilisé, notre système de santé a révélé ses lacunes, la question du handicap n'a pas été prise au sérieux, la famille a été remise en cause, notre héritage culturel et architectural a été négligé, nos aînés n'ont pas eu toute l'attention qu'ils méritaient tandis que l'Outre-mer n'a pas été traité avec l'importance qu'il mérite.

Je souhaite donc **retisser ces liens invisibles qui unissent tous les Français** quels que soient leur situation professionnelle, leur âge ou leur lieu d'habitation. **Avec moi, la France de demain sera une France plus solidaire,** car elle aura renoué avec le fil de son Histoire et qu'elle valorisera ses acquis civilisationnels sans lesquels il n'y a pas de solidarité possible.

Ensemble, nous défendrons notre héritage, nos familles, nos cadres de vie dans toute leur diversité et leur richesse. C'est dans ce but que j'ai bâti un programme ambitieux qui permettra de conserver notre art de vivre et de prendre soin des Français les plus fragiles.

Je rebâtirai le lien essentiel qui existe entre la fierté d'être français, la fraternité et le consentement à la solidarité nationale.





METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE DU LOGEMENT AU SERVICE DES FRANÇAIS

« Je veux une France de propriétaires »



La politique du logement illustre parfaitement les errements des différents gouvernements qui se sont succédés jusqu'à présent: une fortune est dépensée chaque année, près de 40 milliards d'euros d'aides publiques, pour des résultats qui devraient faire honte à tous ceux qui participent à cette gabegie.

Il y a d'abord le logement social : la France en a fait sa spécialité comme nulle part ailleurs en Europe, créant des zones de non-France, attirant toujours plus de populations immigrées.

Quant à la rénovation urbaine menée par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), c'est également un échec: **50 milliards d'euros gaspillés dans des quartiers dits « prioritaires » sans que cela ne produise aucun effet positif. On a tenté d'acheter une paix sociale qui n'est jamais venue.**

Dans le même temps, la France des villes moyennes est délaissée, tandis que l'accès à la propriété est impossible pour de nombreux Français qui sont trop aisés pour le logement social mais pas assez pour y accéder. **Je veux mettre un terme à ce favoritisme injuste grâce à une politique plus équitable et plus efficace.**

Sous ma présidence, la priorité donnée aux banlieues prendra fin, car tant d'autres territoires méritent l'attention et le soutien financier de l'État. Je souhaite donc que la politique du logement social soit réformée pour **que les Français les plus modestes aient un accès prioritaire à ces logements.**

Mais je veux également une France de propriétaires : les Français qui travaillent méritent de devenir propriétaires, car c'est une des conditions majeures de l'ascension sociale pour un grand nombre de familles. **Il est également essentiel que les Français ayant travaillé toute leur vie puissent transmettre aisément le fruit de leurs efforts à leurs descendants sans que l'État ne les ponctionne.**

Je remettrai le logement social au service des Français les plus modestes

- Réserver aux Français, en priorité les plus modestes, l'attribution des logements sociaux
- Favoriser la mobilité dans le parc social en mettant fin au droit acquis au bail et en réexaminant la situation des locataires tous les 5 ans
- Favoriser l'accession sociale à la propriété en obligeant les offices HLM à vendre leur patrimoine dans les villes où l'on compte plus d'un tiers de logements sociaux

Je mettrai fin à la gestion absurde du logement social

- Abroger la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) qui impose aux villes un quart de logements sociaux
- Mettre fin au financement de logements sociaux dans les villes qui en comptent déjà plus d'un tiers
- Supprimer le droit au logement opposable (DALO) qui contribue à instaurer une préférence de fait pour les immigrés
- Mettre fin au gaspillage de la politique de la ville en réorientant les crédits alloués par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) vers les campagnes
- Mettre en œuvre une politique ferme d'exclusion du logement social des personnes condamnées par la justice

Je favoriseraï l'accès à la propriété

- Permettre à davantage de Français d'obtenir un prêt bancaire pour l'acquisition d'un logement en obligeant les banques à assouplir leurs conditions d'obtention des crédits immobiliers
- Favoriser l'achat d'une résidence principale en supprimant les droits de mutation à titre onéreux pour les primo-accédants jusqu'à une valeur du bien de 250 000 euros
- Permettre la déduction de l'impôt sur le revenu des intérêts d'emprunts liés à l'acquisition d'une résidence principale pour les primo-accédants, à hauteur de 50% pendant 5 ans

Je mettrai fin au matraquage fiscal des propriétaires et défendrai la propriété

- Relancer l'accession à la propriété et favoriser la fluidité du marché immobilier en faisant passer de 30 à 15 ans la durée de détention qui permet une exonération totale d'impôts et de prélèvements sociaux sur la plus-value
- Empêcher que les propriétaires ne soient pénalisés par la hausse des prix de l'immobilier et favoriser l'enracinement en exonérant la résidence principale du calcul de l'Impôt sur la Fortune Immobilière
- Défendre enfin le droit de propriété en expulsant tous les squatteurs en moins de 72 heures, grâce au recours obligatoire à la force publique par les préfets

Je favoriseraï la construction de logements neufs

- Relancer la construction de logements en mettant fin à l'inflation des normes
- Créer une procédure unique pour toutes les grandes opérations d'aménagement et de construction en ramenant de 18 à 6 mois le délai de traitement des recours en matière d'urbanisme
- Renforcer les sanctions pour les recours abusifs qui entravent la construction de nouveaux logements ou la transformation de bureaux en logements

SOUTENIR LES FAMILLES, SOCLE DE LA TRANSMISSION ET DE LA SOLIDARITÉ

« Encourager la natalité française, défendre la famille et mettre fin aux dérives qui la menacent »



C'est au sein des familles, piliers de notre société, que se construit la Nation de demain. Je veux défendre la famille, car elle est depuis trop longtemps la cible d'assauts répétés.

Alors que règne un individualisme croissant, les solidarités familiales ont été fragilisées. La politique familiale, universelle, a été remplacée par une politique sociale d'assistanat. Conséquence naturelle, la natalité française est en chute libre depuis 10 ans : **100 000 enfants de moins naissent chaque année**, ce qui menace à terme l'existence même du peuple français, d'autant que cette perte se voit compensée par une immigration qui déstabilise le pays.

Je veux à l'inverse une France qui encourage la natalité, car nos enfants sont l'avenir de notre pays. Je veux saluer à cet égard le travail admirable des mères et des pères de famille, qui se dévouent et œuvrent sans relâche, alternant le travail, l'éducation, les soins des enfants, les devoirs scolaires, les rendez-vous de santé et mille autres préoccupations.

La famille constitue l'un des repères fondateurs les plus importants pour la prospérité et la tranquillité d'une Nation. Je ne peux donc me résoudre à ce que la propagande idéologique de certains lobbies érode ce fondement en s'attaquant notamment aux droits des enfants et aux droits des femmes. Si nous ne stoppons pas ces dérives idéologiques, l'État cédera sur la gestation pour autrui qui marchandise le corps des femmes, après avoir entériné la procréation médicalement assistée sans père. Cela, jamais je ne l'accepterai.

Je veux une France qui respecte la dignité des femmes dont le corps n'est pas une marchandise et qui respecte le droit qu'ont tous les enfants de ne pas être délibérément privés d'un père.

Je veux refaire de la France une grande famille, soudée et unie, je veux une patrie accueillante et protectrice pour ses enfants, car ils sont la France de demain.

Je relancerai la politique familiale pour favoriser la natalité française

- Favoriser la natalité dans la ruralité en versant une prime de 10 000 euros à la naissance de chaque enfant dont la famille est domiciliée depuis 2 ans dans un territoire rural
- Revenir à l'universalité des allocations familiales, qui ne doivent plus être versées sous conditions de ressources
- Doubler le plafond du quotient familial de 1592 à 3 000 euros
- Créer 60 000 places de crèche supplémentaires sur le quinquennat
- Laisser les deux parents se répartir librement le temps de congé parental et faciliter les modes de garde alternatifs : assistantes maternelles, à domicile, crèches parentales, etc.
- Instituer un ministère de la Famille de plein exercice, chargé de la protection des foyers et de la relance de la natalité



J'exonérerai 95% des familles françaises de droits de donation et de succession

- Permettre à chaque parent et chaque grand-parent de donner jusqu'à 200 000 euros à chaque enfant et petit-enfant tous les 10 ans, sans aucun impôt ni aucune taxe
- Exonérer 95 % des familles françaises de droits de succession en mettant en place une franchise de 200 000 euros par enfant au décès de leurs parents

Je mettrai fin aux dérives qui remettent en cause la famille et qui menacent les enfants

- Revenir sur la procréation médicalement assistée (PMA) sans père
- Interdire les transitions sexuelles pratiquées sur des mineurs
- Ne reconnaître que la notion de sexe et non de « genre » dans le droit français

Je refuserai la marchandisation du corps et de la reproduction

- Interdire réellement la gestation pour autrui (GPA) en réprimant judiciairement le recours aux GPA à l'étranger
- Lutter contre la marchandisation des corps, des organes ou des gamètes dans les instances internationales
- S'opposer formellement aux dérives des expériences transhumanistes

Je protègerai les enfants et les adolescents des effets néfastes d'Internet

- Mieux protéger les enfants et les adolescents contre le harcèlement, la pédophilie et l'incitation à la violence en organisant des « États généraux des réseaux sociaux et numériques »
- Lutter contre l'exposition des enfants et des mineurs aux sites violents et pornographiques en instaurant par la loi l'activation par défaut du contenu protégé et du contrôle parental sur les appareils numériques

RENDRE AU GRAND ÂGE DES CONDITIONS DE VIE HONORABLES

« Placer les besoins et les aspirations de nos aînés au centre de notre modèle du grand âge »



L'attention que nous portons à nos aînés est le reflet de la valeur de notre civilisation. Or, nos aînés sont de plus en plus nombreux. D'ici à 2030, nous compterons 2 millions de compatriotes de plus de 75 ans supplémentaires.

Nous devons donc nous montrer à la hauteur de cet immense défi pour la Nation. **Nous devrons anticiper leurs besoins**, tant à domicile, où nos aînés souhaitent vivre le plus longtemps possible, que dans les établissements dédiés. **Pour y parvenir, il faut planifier les capacités d'accueil sur 15 ans: gouverner, c'est prévoir.**

Alors qu'il fallait investir dans les services d'aide à domicile, le gouvernement ne l'a fait qu'insuffisamment. **La grande réforme sur le grand âge a été abandonnée, représentant là aussi la faillite de cette vision court-termiste qui sacrifie nos aînés.**

Dans les établissements privés, les places sont inabordables, et dans les établissements à tarifs modérés, elles sont introuvables. Je mettrai un terme à cela par une politique de planification à long terme.

Et que dire de la crise des Ehpad ? **Les mauvais traitements sont légion**: ils sont inacceptables, je ne veux pas d'une France où nos aînés ne sont pas traités comme il se doit, alors que nous leur devons tout. **Je mettrai en place une politique de fermeté dans ces établissements et je soutiendrai tous les professionnels responsables de ce secteur si important.** Ceux-ci ne sont pas assez considérés, je veux un grand plan de recrutement, car ce sont des métiers de grande valeur, infirmiers et soignants font preuve d'un dévouement exemplaire. À leur image, les aidants proches et familiaux, malgré leurs sacrifices, ne sont pas assez reconnus.

Qu'il s'agisse de nos enfants ou de nos aînés, une même responsabilité nous incombe : protéger les plus fragiles et encourager le lien entre les générations, pour perpétuer notre peuple et notre Nation.

Je veillerai à la qualité de vie de nos aînés

■ **Favoriser le maintien des personnes âgées chez elles** plutôt qu'en maison de retraite en simplifiant l'installation des services d'aide à domicile dans chaque département

■ **Construire 400 000 nouvelles places en Ehpad à horizon 2030**, réparties sur tout le territoire, en réservant 25 % de ces places aux familles modestes

Je serai impitoyable face à la maltraitance

■ **Rendre les contrôles des Ephad plus efficaces** en transférant cette mission aux préfets

■ **Lutter contre les maltraitances, les abus tarifaires ou les clauses contractuelles excessives** en multipliant les contrôles ciblés dans les Ehpad

■ **Conférer aux préfets des pouvoirs de sanction immédiate en cas de maltraitance**



Je récompenserai les personnels de soin et les aidants familiaux

- **Revaloriser les infirmiers et soignants à domicile** en augmentant de 10% leur rémunération (tarif plancher national)
- **Instituer une prime annuelle** pour les infirmiers, aides-soignants et auxiliaires de vie, pour récompenser l'assiduité
- **Reconnaître pleinement le rôle primordial des aidants familiaux** en leur faisant bénéficier de congés payés et en leur octroyant un droit au répit
- **Soutenir les familles en défiscalisant les allocations** pour les proches aidants

Je lutterai contre l'isolement

- **Lutter contre l'isolement des personnes âgées vulnérables** en encourageant les visites à travers les réseaux de vigilance de proximité
- **Développer les infrastructures permettant de relier les générations**, telles que les crèches dans les Ehpad
- **Investir massivement dans la recherche sur les maladies chroniques**, notamment Alzheimer

Je préserverai le pouvoir d'achat des retraités

- **Revaloriser jusqu'à 600 euros par an les petites retraites inférieures à 1 300 euros mensuels** en les exonérant totalement de CSG et de CRDS
- **Revaloriser les retraites des veuves et des veufs** en augmentant la pension de réversion de 54% à 75% de celle du conjoint décédé
- **Baisser la fiscalité des retraités en rétablissant la demi-part fiscale pour les veufs et les veuves** pour l'impôt sur le revenu

AIDER LES FRANÇAIS EN SITUATION DE HANDICAP

« L'État doit faire plus pour faciliter la vie de millions de Français et de familles composant avec le handicap »



Le handicap est un sujet qui touche des millions de Français et **pourtant le gouvernement ne semble pas avoir pris la mesure des efforts réclamés par toutes les familles concernées.**

Il est du devoir de l'État de mettre fin à cette politique qui cherche à faire des économies sur le handicap. Certes, la loi de 2005 sur l'inclusion à l'école a permis d'inclure davantage d'enfants à l'école, mais les moyens alloués n'ont pas suivi : **les enfants ne sont pas accompagnés comme ils devraient l'être.**

Pire, cela a servi de prétexte pour délaisser les établissements spécialisés dans lesquels les différents gouvernements n'ont pas voulu investir : ces structures constituent pourtant un élément important de la stratégie à adopter si l'on veut vraiment faciliter la vie des familles concernées. **Mon projet entend mettre fin à cette hypocrisie.**

Les Français en situation de handicap méritent mieux que cette politique qui ne s'attaque pas aux causes réelles qui nuisent à leur insertion véritable : manque de places dans les établissements spécialisés, inégalité d'accès aux soins sur le territoire, transports trop souvent inadaptés et incohérences administratives **menant à un déficit d'insertion.**

C'est à cause de l'inaction du gouvernement que plus de 8 000 enfants et adultes sont obligés de s'exiler en Belgique faute de place en France. Je mènerai donc une politique à la fois généreuse et conséquente pour qu'aucun Français ne soit laissé de côté. Chaque personne est différente et requiert un suivi adapté à sa situation. Je veux donc consolider la formation des professionnels sans lesquels il n'y a pas de réelle insertion possible, je souhaite investir davantage dans les accompagnants scolaires, dans les établissements spécialisés et dans l'accessibilité des transports publics.

Ce projet est ambitieux et a un coût, mais je l'assume parfaitement, car la solidarité nationale doit s'appliquer précisément lorsque cela est nécessaire pour protéger tous les Français, quelle que soit leur situation. **C'est le sens même de la Nation qui est en jeu, c'est la position que je ne cesserai de défendre, car elle est juste et nécessaire.**

Je veillerai au bien-être de toutes les personnes en situation de handicap

- **Fournir une solution d'accueil adéquate à chaque Français handicapé** en créant 15 000 places dans des établissements et services adaptés pour adultes handicapés
- **Aider les couples en déconjugualisant l'allocation adultes handicapés (AAH)**
- **Reconnaitre pleinement le rôle primordial des aidants familiaux** en créant un véritable statut, en leur octroyant des congés payés et un droit au répit
- Imposer dans tous les nouveaux appels d'offres d'outils numériques pour les entités publiques et les grandes entreprises **l'accessibilité aux personnes en situation de déficience visuelle ou cognitive**

Je faciliterai la scolarité des enfants vivant avec un handicap

- **Permettre à tous les élèves scolarisés en milieu ordinaire de réussir** en recrutant et formant 50 000 accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) supplémentaires et en étendant cet accompagnement à l'enseignement supérieur
- **Donner à chaque élève porteur d'un handicap la possibilité d'être accueilli, accompagné et scolarisé en milieu adapté lorsque cela est nécessaire** en développant les établissements et services spécialisés sur tout le territoire

FAIRE DE NOTRE MODÈLE SOCIAL UNE FORCE POUR LA NATION

« Réorienter la solidarité nationale vers les Français »



Longtemps considéré comme unique au monde, le modèle social français est profondément fragilisé. Les dépenses sociales, plus de 800 milliards d'euros, soit 31% du PIB, pèsent sur les Français et sur l'économie française, et découragent la production de richesses. Un tel niveau de dépenses serait une force s'il produisait une cohésion nationale.

Mais loin d'être restée au service de la solidarité nationale, **la Sécurité sociale est désormais ouverte au monde entier. Sa générosité encourage une immigration massive** qui ne contribue pas à la richesse du pays.

À cela s'ajoute la fraude sociale que je souhaite combattre avec détermination et fermeté. Pour rester viable, notre système de redistribution sociale devra être mieux géré car c'est la condition d'une véritable justice sociale.

Il nous faut donc refonder sur des bases plus saines notre modèle afin de pouvoir le transmettre aux générations futures. Je veux ainsi conserver le meilleur de cette protection sociale pour les Français et lutter contre son dévoiement.

C'est pour cela qu'il faudra également rééquilibrer notre système de retraites : tous les Français tiennent à la retraite par répartition, je veux que ce système dure encore longtemps, ce qui suppose des réformes courageuses. Alors que l'espérance de vie a fortement augmenté, le nombre de cotisants par retraité s'est considérablement réduit en quelques décennies.

Ce déséquilibre pourrait menacer à terme le versement des pensions, mais il n'appartient qu'à nous d'agir de façon responsable pour sécuriser notre système. En contrepartie, les entreprises devront s'engager à conserver les seniors dans l'emploi car je refuse des réformes qui consisteraient à transformer des retraités en chômeurs.

Ma priorité est claire : je veux reconstruire une solidarité entre les Français et entre les générations pour préserver ce modèle social qui doit rassembler les Français et souder la Nation.

Je réserverais la solidarité nationale aux citoyens qui respectent la loi

- **Supprimer les aides sociales non contributives pour les étrangers extra-européens** (RSA, allocations familiales, aides au logement, minimum vieillesse, etc.)
- **Supprimer les soins gratuits pour les étrangers clandestins (Aide Médicale de l'État)** pour ne conserver que les soins d'urgence vitale
- **Suspendre systématiquement les allocations familiales** en cas d'absentéisme scolaire, de délinquance ou de fraude



Je lutterai véritablement contre la fraude sociale et l'assistanat

- **Créer une brigade nationale de lutte anti-fraude**, rattachée au ministre du Budget, dotée de pouvoirs d'investigation étendus
- **Empêcher qu'une même carte Vitale ne soit utilisée par plusieurs personnes** en déployant une carte Vitale biométrique à empreintes digitales
- **Imposer des contrôles systématiques des allocataires** par les organismes sociaux
- **Suspendre pendant cinq années les aides sociales à tout fraudeur récidiviste**
- **S'assurer qu'aucun bénéficiaire de minima sociaux ne touche un montant cumulé supérieur au SMIC** en mettant en place un registre unique par bénéficiaire de l'ensemble des allocations perçues
- **Éviter que des retraites ne soient versées à des personnes décédées** en imposant un contrôle physique annuel en consulat pour tous les bénéficiaires de prestations sociales résidant hors de l'Espace économique européen (EEE)
- **Mettre fin aux impayés du tourisme de santé qui ruinent l'hôpital public** en obligeant les ressortissants étrangers à payer en amont leurs soins
- **Lutter contre les arrêts maladie frauduleux** en renforçant les contrôles et les sanctions

Je mènerai une réforme courageuse et juste pour assurer l'équilibre de nos retraites

- **Porter à 64 ans l'âge légal de départ à la retraite à horizon 2030**, à raison d'une augmentation d'un trimestre par an à compter de 2023, avec des aménagements pour les carrières longues ou pénibles
- **Mettre en place un index senior**, sur le modèle de l'index égalité hommes femmes, afin d'encourager les entreprises à maintenir les seniors dans l'emploi
- **Rendre le cumul emploi-retraite plus attractif** en supprimant les cotisations retraite pour les personnes concernées, dès lors qu'elles ont déjà validé tous leurs trimestres de cotisation
- **Assurer un revenu plus juste aux veuves et aux veufs** en augmentant les pensions de réversion du régime de base à 75% de la pension du conjoint décédé contre 54% aujourd'hui
- **Baisser la fiscalité des retraités** en rétablissant la demi-part fiscale pour les veufs et les veuves pour l'impôt sur le revenu



REFORCER NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

« Redonner la priorité aux soins et investir dans une santé accessible sur tout le territoire »



La pandémie de Covid-19 a mis en évidence **la fragilité de notre système de santé** ayant été abandonné depuis de nombreuses années: 80 000 lits ont été fermés en une vingtaine d'années et à l'heure actuelle nos services d'urgence sont constamment débordés.

Pire, depuis des décennies, tous les gouvernements successifs ont laissé se créer des déserts médicaux au détriment de la santé d'un trop grand nombre de Français. Jamais je n'accepterai que des habitants de la ruralité n'aient pas le même accès aux soins que les habitants des villes, jamais je n'accepterai que l'État ne se tienne pas aux côtés de l'hôpital public qui est mis à rude épreuve depuis trop longtemps.

C'est pourquoi je propose une voie ambitieuse pour renforcer notre système de santé auquel nous sommes si attachés. **Je veux d'abord m'attaquer à ce cruel manque de moyens à la fois matériels et humains** en doublant le nombre des médecins et de soignants formés, en revalorisant les emplois si cruciaux que sont ceux d'infirmiers et d'aides-soignants, en investissant massivement dans l'hôpital tout en supprimant les Agences Régionales de Santé (ARS) qui sont inefficaces et coûteuses.

Quant aux déserts médicaux, il ne s'agit en rien d'une fatalité: j'y mettrai un terme grâce à une grande politique ambitieuse à destination de toutes les campagnes de France. Je pourrai ainsi redonner à notre système de soin toute son efficacité en partant des besoins des Français et du personnel médical.

Les moyens alloués à la santé publique seront mieux utilisés, chaque Français aura réellement accès à ce qui lui est dû et les personnels soignants seront enfin respectés : voilà qui redonnera aux Français le système de soins qu'ils méritent.



J'augmenterai l'offre et la qualité de soins pour tous les Français

- Rebâtir l'hôpital public sur tout le territoire à travers les recrutements de 40 000 personnels hospitaliers et la mise en œuvre d'un vaste plan d'investissement
- Augmenter immédiatement de 12 % la rémunération des aides-soignants et des infirmiers
- Doubler les capacités de formation des médecins et des professionnels de santé en 5 ans
- Privilégier la qualité des soins plutôt que la rentabilité en modifiant la tarification à l'activité à l'hôpital
- Redonner aux soignants un pouvoir de décision dans les conseils d'administration des hôpitaux
- Permettre à tous les médecins de choisir les meilleurs traitements adaptés à leurs patients en garantissant la liberté de prescription des médicaments
- Simplifier le parcours de soins et offrir davantage de liberté aux patients dans le choix des spécialistes

Je mettrai fin aux déserts médicaux

- Recruter 1000 médecins salariés par l'État sur 5 ans pour soigner dans les déserts médicaux
- Créer des services hospitaliers de proximité dans les déserts médicaux (notamment pour les services de maternité, chimiothérapie, dépistage et chirurgie-dentaire)
- Rétablir un système de garde obligatoire pour les médecins sur l'ensemble du territoire
- Créer des unités de soins palliatifs sur l'ensemble du territoire

Je remettrai l'État au centre de la politique sanitaire nationale

- Abolir définitivement le pass vaccinal
- Supprimer les ARS, organismes purement comptables et technocratiques, et transférer leurs missions aux préfets
- Restaurer la souveraineté française en matière de production de certains médicaments essentiels en rapatriant la production en France et en développant la recherche sur notre territoire

FAIRE RENAÎTRE LA VIE DANS NOS CAMPAGNES

« Nos campagnes et notre patrimoine naturel sont au cœur de l'identité de la France, il est urgent de les revitaliser »



Les campagnes françaises meurent à petit feu sans que nos dirigeants ne semblent s'en préoccuper. Cela se caractérise d'abord par une raréfaction des services publics. Un à un, les trésoreries, les bureaux de poste, les classes et les établissements de santé ont fermé.

À cela s'ajoutent une couverture numérique insuffisante, une politique anti-voiture qui pénalise d'abord ceux qui, à la campagne, ne peuvent pas s'en passer et une insécurité en hausse. Cela résulte de deux fautes stratégiques majeures.

D'une part, privilégier les services au détriment de l'agriculture et de l'industrie, concentrant ainsi la création de richesses et l'emploi dans les métropoles. D'autre part, privilégier certaines banlieues au détriment d'une ruralité qui n'intéresse pas ceux qui nous ont gouvernés jusqu'à présent.

Je ne peux me résoudre à cette injustice et à cette attaque contre nos campagnes sans lesquelles la France ne serait pas la France. Elles sont les gardiennes de nos traditions et de notre mémoire, les paysages, les forêts, les vallées peuplent notre inconscient national, les villages racontent notre histoire, les différentes régions incarnent cette diversité inouïe qui fait la richesse de notre pays.

Nous avons une dette envers nos campagnes et nos terroirs, qui sont au cœur de notre identité nationale et de notre imaginaire collectif. Je m'engage à faire revenir des services publics, à créer de l'emploi, à favoriser la mobilité et à assurer la sécurité dans ces territoires.

Nos campagnes sont aussi le lieu où devient possible une vie authentiquement écologique, où coexistent l'Homme et la Nature dans une harmonie façonnée par les siècles. **Je veux donc protéger coûte que coûte nos campagnes car, à travers elles, c'est l'âme de la France qui est en jeu.**

Je ferai renaître la fierté du mode de vie rural et défendrai les traditions

- **Favoriser la natalité dans la ruralité** en versant une prime de 10 000 euros à la naissance de chaque enfant dont la famille est domiciliée depuis 2 ans dans un territoire rural
- **Réinvestir les sommes colossales de la « politique de la ville », investies dans les banlieues,** dans la rénovation des centres des villes moyennes, des bourgs et des villages
- **Privilégier l'emploi, les artisans et les commerçants de centres-villes et de villages** en interdisant la construction de nouvelles grandes surfaces et zones commerciales à l'entrée des villes
- **Recréer de l'activité dans les petites et moyennes villes** en délocalisant des bassins d'emploi publics vers les zones rurales et en favorisant le télétravail dans les administrations centrales
- **Sanctuariser la pratique de la chasse et de la pêche** comme des éléments constitutifs de notre patrimoine culturel et reconnaître les chasseurs, les pêcheurs et les agriculteurs comme des acteurs de la vie rurale et de l'entretien de la nature
- **Créer un grand ministère de la Ruralité, de l'Agriculture et des Littoraux** qui regroupera la Ruralité, l'Agriculture, l'Environnement, la Biodiversité ainsi que la Chasse, la Pêche et la Forêt



Je redonnerai aux campagnes des services publics efficaces et de qualité

Santé

- Recruter 1 000 médecins salariés par l'État sur 5 ans pour soigner dans les déserts médicaux
- Créer des services hospitaliers de proximité dans les déserts médicaux (notamment pour les services de maternité, chimiothérapie, dépistage et chirurgie-dentaire)
- Rétablir un système de garde obligatoire pour les médecins sur l'ensemble du territoire national

Sécurité

- Renforcer la présence de la gendarmerie nationale des territoires en mettant fin à la fermeture des brigades dans nos villages
- Accélérer les expulsions des occupants illicites de terrains publics ou privés, et renforcer les sanctions à l'égard des occupants illégaux
- Défendre enfin le droit de propriété en expulsant tous les squatteurs en moins de 72 heures, grâce au recours obligatoire à la force publique par les préfets

École

- Donner davantage de visibilité et de garanties aux habitants des communes rurales sur le maintien de classes dans les écoles en suspendant la fermeture des écoles rurales sans l'accord du maire

Je permettrai aux territoires ruraux de s'insérer pleinement dans les réseaux nationaux de communication et de transport

- Accélérer le déploiement de la 4G / 5G et de l'internet Haut Débit prioritairement par la fibre optique pour tous les territoires français par des contrats exigeants avec les opérateurs téléphoniques nationaux
- Désenclaver les bourgs des secteurs ruraux par une offre locale d'accès aux transports en commun routiers, notamment en mutualisant les équipements et des services d'autres communes ou d'acteurs privés
- Refaire des lignes de trains « de proximité » la priorité budgétaire de la SNCF en identifiant les lignes à moderniser et en soutenant les politiques de désenclavement par le train

PRÉSERVER NOTRE ENVIRONNEMENT ET NOTRE PATRIMOINE NATUREL

« Prendre soin de la France, de la beauté de ses paysages et de la diversité de son environnement »



Jusqu'à présent, l'écologie a été prise en otage par l'idéologie : elle fut d'abord punitive avec l'extrême-gauche, lorsque celle-ci méprisait tous les Français ayant besoin de leur voiture pour se déplacer ou ayant besoin du nucléaire pour alléger leur facture d'électricité.

Puis, l'écologie devint hors-sol, désincarnée et technocratique lorsque nos gouvernements favorisèrent les échanges mondiaux au lieu de développer le tissu économique local et national. **Je veux mettre un terme à ce double aveuglement en défendant une vision pragmatique et enracinée de l'écologie.**

Mon écologie sera celle qui s'appuie sur les dernières innovations de nos scientifiques pour protéger l'environnement: tout en arrêtant de subventionner dans des proportions déraisonnables des énergies renouvelables intermittentes (éolien et solaire) qui enlaidissent nos paysages, je développerai des **alternatives crédibles et pérennes aux hydrocarbures** (comme les énergies renouvelables thermiques ou les biocarburants pour les transports) et je mettrai en place un plan ambitieux pour **les filières de développement durable** (recyclage des matériaux, gestion respectueuse des ressources naturelles que sont le bois et l'eau).

Tout en favorisant les dernières technologies pour émettre moins de CO₂, **je défendrai avec vigueur toute atteinte à la beauté et à l'intégrité de notre patrimoine naturel qui est l'un des plus riches d'Europe**: nos montagnes, nos rivières et nos forêts devront être protégées comme il se doit, car il en va aussi de l'identité de la France.

De cette manière, nous ferons aimer la France en transmettant un environnement à la fois sain et resplendissant que nos enfants pourront protéger et léguer à leur tour.

Je protégerai la beauté de la France

- Mettre fin à tous les projets d'éoliennes actuels et futurs, sur terre comme sur mer
- Lancer des chantiers de dépollution des sols parmi les 6 800 zones polluées recensées en France
- Aggraver les sanctions contre la pratique des décharges sauvages
- Créer un grand ministère de la Ruralité, de l'Agriculture et des Littoraux qui regroupera la Ruralité, l'Agriculture, l'Environnement, la Biodiversité ainsi que la Chasse, la Pêche et la Forêt

J'investirai dans des filières de développement durable et innovantes

- Faire émerger une véritable filière industrielle et de recherche dans le recyclage des plastiques afin d'atteindre l'objectif de 50 % de volumes recyclés à horizon 2025
- Renforcer notre souveraineté à travers un système de consigne pour les métaux, matériaux chers et non renouvelables dont la rareté ne fera qu'augmenter
- Développer l'électrique et l'hydrogène dans les transports en commun pouvant profiter facilement d'un système de recharge (bus, navettes, cars)
- Faire de la France une pionnière de l'aviation bas carbone en la dotant du premier avion 100 % biokérosène avant 2030



Je mettrai en place une politique visant la réduction des gaz à effet de serre

- **Favoriser nos entreprises** en exigeant la mise en place sous deux ans d'un mécanisme de commande publique européen permettant à chaque État d'en résérer une part à ses entreprises nationales
- **Éviter la concurrence déloyale de certains pays** en exigeant la mise en place rapide au niveau européen de la taxe carbone aux frontières
- **Privilégier les circuits courts** en augmentant la part des produits locaux dans la restauration collective
- **Créer un fonds de reboisement et d'adaptation au changement climatique** pour une gestion stratégique et responsable de nos forêts
- **Soutenir notre économie locale du bois** et lutter contre la pollution liée au transport en interdisant les exportations de bois brut n'ayant subi aucune transformation et en favorisant cette transformation sur notre sol par la baisse des impôts de production

Je protégerai nos animaux

- **Lutter activement contre les trafics et mieux protéger les animaux** en augmentant les moyens alloués à la protection et aux établissements animaliers
- **Mettre en place une politique de sensibilisation aux abandons d'animaux** et permettre une meilleure gestion des adoptions
- **Renforcer les contrôles pour maltraitance animale** dans les abattoirs et élevages intensifs
- **Alourdir les sanctions** pour les actes de maltraitance animale



PROTÉGER LES FRANÇAISES ET GARANTIR LEURS DROITS

« Soutenir les femmes françaises
qui doivent pouvoir vivre librement et dignement »



Les femmes françaises sont en première ligne face aux maux que traverse la Nation.

D'un côté, **40 ans d'immigration et d'augmentation de l'insécurité** les menacent au quotidien. De l'autre, **un féminisme agressif** met en compétition l'homme et la femme et les soumet à une pression constante, souvent non choisie, entre vie professionnelle et vie familiale.

Dans l'indifférence générale enfin, **une précarité grandissante frappe les mères isolées**. Je veux donc agir grâce à des mesures concrètes pour préserver le respect de leur dignité de femmes et le respect de leurs droits politiques de citoyennes.

Tout ne relève pas du champ de l'action politique, mais **les pouvoirs publics ne peuvent laisser bântes des vulnérabilités ni se désengager d'une réflexion sur la société humaine** que nous formerons demain. **Respecter les femmes, c'est reconnaître et valoriser ce qu'elles ont d'unique**, le fait de porter la vie et d'avoir avec l'enfant un lien charnel qu'aucune idéologie ne peut abolir.

Concilier vie familiale et vie professionnelle est une priorité revendiquée par les femmes qui nécessite de respecter le choix des parents dans l'organisation du congé parental.

Respecter les femmes, c'est aussi leur devoir une protection efficace de l'institution judiciaire lorsqu'elles sont victimes de violences sexuelles et conjugales. **Respecter les femmes, c'est également refuser l'emprise sociale de la charia** qui est une loi incompatible avec l'égale dignité de l'homme et de la femme et un asservissement de la femme.

Nous sommes les héritiers d'une civilisation qui vit les liens entre hommes et femmes sur le mode de la complémentarité.

Je défendrai cette vision pour que les femmes françaises puissent révéler leurs talents et vivre sereinement.



Je faciliterai l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale

- Permettre aux deux parents de se répartir librement la durée et les modalités du congé parental
- Créer 60 000 places de crèche supplémentaires sur le quinquennat et faciliter les modes de garde alternatifs
- Réserver des places aux mères célibataires françaises dans le logement social et en crèche

Je lutterai sévèrement contre les violences sexuelles et conjugales

- Mettre en place des peines planchers pour tous les crimes et délits, notamment ceux commis par des conjoints violents
- Expulser tous les criminels et délinquants sexuels, étrangers comme binationaux
- Créer des permanences d'avocats dans les commissariats pour assister les victimes dans les premiers actes de la procédure, notamment au moment du dépôt de plainte
- Automatiser le port de bracelets anti-rapprochement pour les personnes condamnées pour des violences conjugales
- Augmenter le nombre de places dédiées aux victimes de violences conjugales dans les centres d'hébergement

Je protègerai les femmes

- Interdire le port du voile dans l'espace public qui est incompatible avec l'égale dignité de l'homme et de la femme et qui constitue un asservissement de la femme
- Revaloriser les retraites des veuves en augmentant la pension de réversion de 54% à 75% de celle du conjoint décédé
- Baisser la fiscalité des retraitées en rétablissant la demi-part fiscale pour les veuves pour l'impôt sur le revenu

REFONDER L'EXCEPTION CULTURELLE FRANÇAISE

« Rendre la politique culturelle moins idéologique, afin que le génie propre de la culture française puisse rayonner à nouveau »



Autrefois source d'inspiration pour le monde, la France a en grande partie perdu son influence culturelle et patrimoniale. Le rôle de la culture a été galvaudé au profit de la promotion d'une idéologie dominante et au détriment de la transmission et de la valorisation de notre Histoire, de notre littérature, de notre langue et de nos joyaux architecturaux.

Le général de Gaulle avait pourtant promu une véritable politique culturelle dont le but était de **garantir le renouvellement et la pérennité de la culture française** à travers la diffusion de ses grandes œuvres. Hélas, le ministère de la Culture semble avoir abandonné sa mission première.

La transmission du patrimoine est désormais la grande oubliée de la politique culturelle française. Je veux à l'inverse une politique culturelle ambitieuse pour que chacun puisse découvrir l'extraordinaire patrimoine que nous a légué l'Histoire : nos châteaux, nos villages historiques, tous les édifices qui incarnent la France méritent d'être transmis à la postérité.

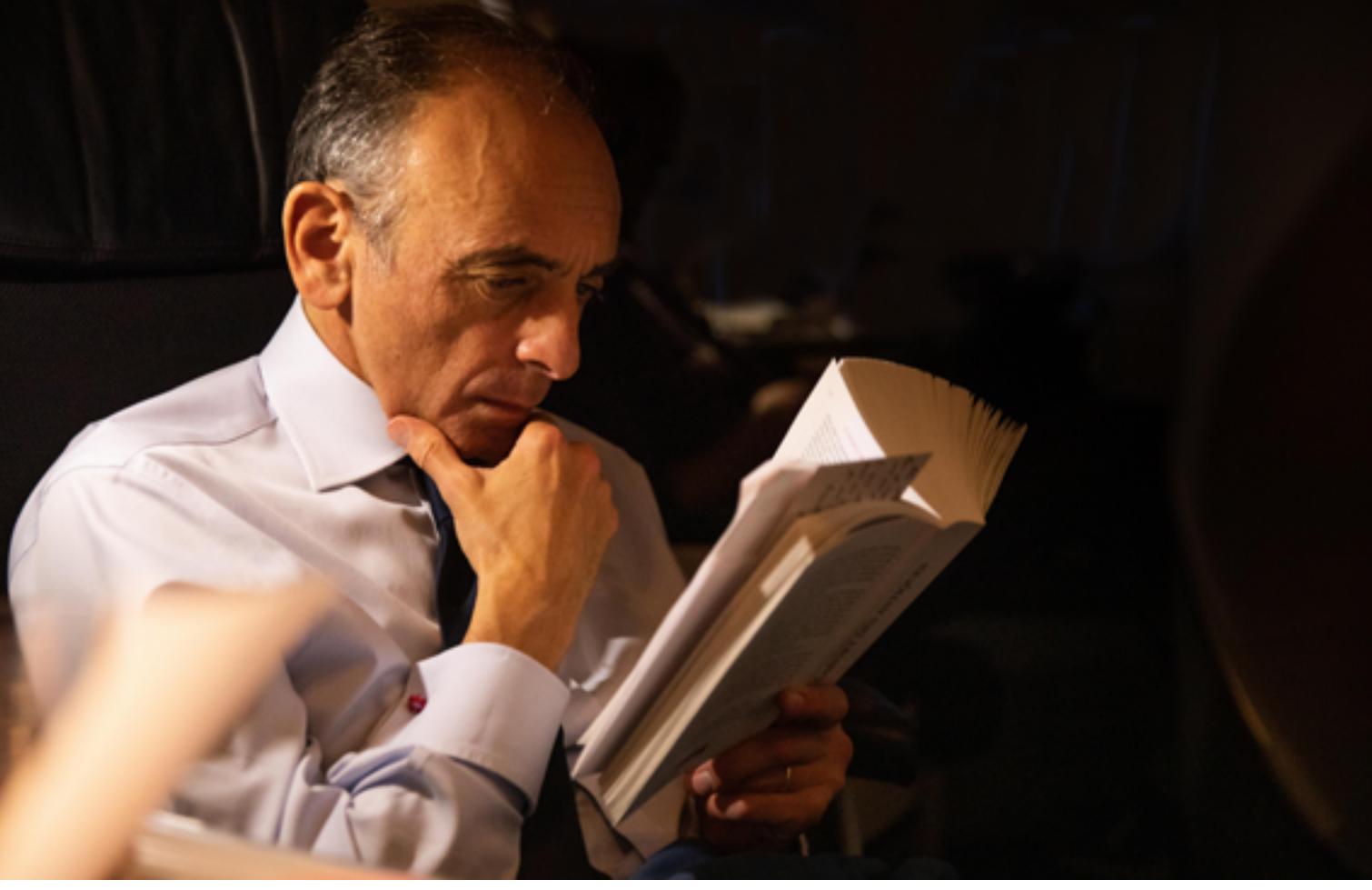
La culture française appartient à tous les Français, d'où qu'ils viennent. C'est bien le rôle de l'État de la donner à connaître et de la promouvoir par tous les moyens possibles : le cinéma, l'édition et tout le mécénat en général doivent contribuer à faire rayonner notre héritage.

Quant à l'audiovisuel public, au lieu de remplir ses missions d'information et de transmission, il est devenu **le siège d'une idéologie intolérante qui ne respecte pas la pluralité des opinions**, ce qui est un manque de respect intolérable envers les Français qui le financent.

Mes deux priorités pour la politique culturelle seront donc de protéger notre patrimoine historique et culturel et de promouvoir la culture française, que ce soit par la littérature, le cinéma ou à travers un service public audiovisuel recentré sur ses missions originelles.

Je préserverai le patrimoine français

- **Établir un bilan complet de l'état du patrimoine national**, afin d'identifier les biens patrimoniaux à restaurer en urgence
- **Sauver le patrimoine monumental et restaurer les biens en péril** identifiés par le bilan du patrimoine en investissant 2 milliards d'euros dans le patrimoine à l'échelle du quinquennat
- **Former la jeunesse à la restauration du patrimoine** et accompagner les futurs chantiers de sauvegarde du patrimoine en créant dans chaque département des Maisons des Compagnons du Devoir
- **Assurer l'harmonie et la beauté de toutes les villes de France** en définissant dans les Plans Locaux d'Urbanisme des villes le style de construction historique ou régionale propre à chaque commune auquel seront associées des règles architecturales précises que devront respecter toutes les nouvelles constructions



J'assurerai la promotion de la culture française

- Consacrer une partie plus importante des subventions accordées au cinéma par le CNC (Centre national du cinéma et de l'image animée) aux productions cinématographiques assurant la promotion et la diffusion de la culture française et européenne, comme l'adaptation d'œuvres littéraires et d'événements historiques
- Faire connaître au grand public les œuvres de notre patrimoine artistique et culturel en imposant aux chaînes de télévision généralistes l'obligation de diffuser des programmes à caractère culturel (opéras, pièces de théâtre, concerts, émissions historiques et documentaires) à des heures de grande écoute au minimum 4 fois par mois
- Instaurer un enseignement et une pratique véritables de la musique, de l'histoire de l'art et de l'art plastique au sein de l'école, du collège et du lycée en partenariat avec les institutions nationales et régionales
- Obliger toutes les institutions culturelles recevant des subventions de l'État à faire des tournées régulières dans les établissements scolaires publics
- Créer un grand ministère d'État du Savoir et de la Transmission qui regroupera l'Instruction publique, l'Enseignement supérieur et la Culture

Je restructurerai l'audiovisuel public

- Privatiser les chaînes généralistes et d'information du service public audiovisuel (France 2, France Inter et France Info TV)
- Recentrer l'audiovisuel public autour de la culture (autour de France 5, France Culture, Arte, France Musique) et de la voix de la France à l'international (autour de France 24, TV5 Monde et Radio France International)
- Valoriser nos terroirs et maintenir l'information de proximité en transférant gratuitement France 3 et France Bleu ainsi que leurs antennes régionales aux collectivités locales

DONNER UN NOUVEAU SOUFFLE À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

« Préserver les Français du retour du délit d'opinion et du délit politique »



C'est un étrange paradoxe : alors que nos sociétés occidentales ont fièrement érigé les libertés individuelles en vertu suprême, la liberté d'expression, elle, ne cesse de s'amoirdir. Les différentes restrictions sur lesquelles je veux revenir constituent une menace sur le déroulement du débat démocratique.

Ainsi, la loi Pleven de 1972 doit être abrogée pour donner un nouvel oxygène à la liberté de parole en France. Si ses intentions originelles – lutter contre le racisme – sont parfaitement louables, les moyens mis en œuvre constituent une menace permanente sur la liberté de débattre, et donc in fine, sur la démocratie. La notion de « provocation à la haine » contenue dans la loi Pleven est à ce titre particulièrement problématique, car tout à fait vague et inconsistante d'un point de vue juridique.

C'est pourquoi la liberté d'expression doit être également assurée en protégeant les Français des militants politiques qui pourchassent leurs adversaires devant les tribunaux. Car si la France compte près de 1,7 million d'associations et que l'État leur a accordé près de 10 milliards d'euros de subventions en 2020, un petit nombre d'entre elles sont engagées dans un combat politique, militant et idéologique, profitant des deniers publics pour faire vivre des dizaines de salariés.

Des lobbies engagés traînent en justice leurs adversaires politiques, voire l'État français, mordant ainsi la main qui les nourrit. Il paraît absurde que l'État continue de financer des associations qui entravent la mise en place de ses politiques (par exemple de sa politique migratoire), son activité quotidienne (par exemple dans le cadre de la défense des clandestins soumis à obligation de quitter le territoire) et son autorité, par des campagnes de presse régulières visant à stigmatiser l'action de l'État, et de la police en particulier.

Je veux donc mettre fin à ces menaces contre la liberté politique des Français : l'État ne financera plus des associations qui le combattent et le droit ne sera plus instrumentalisé par des associations militantes et intolérantes.

J'abrogerai les lois qui restreignent la liberté d'expression

■ Empêcher certains juges de ressusciter le délit politique et le délit d'opinion en abrogeant la loi Pleven pour revenir à la loi de 1881 sur la liberté de la presse qui sanctionnait déjà l'injure, la diffamation et la provocation à certains crimes et délits

■ Abroger la loi « contre la manipulation de l'information » du 22 décembre 2018 qui menace les libertés publiques et revenir au cadre juridique précédent qui prévoyait déjà un « délit de fausse nouvelle »

J'empêcherai les associations politisées et les lobbies d'instrumentaliser le droit et l'argent public pour servir leurs buts idéologiques

■ Empêcher les associations militantes d'harceler judiciairement leurs opposants politiques en leur interdisant d'ester en justice

■ Ne plus accorder de subventions publiques aux associations politisées dont le militantisme nuit à l'intérêt général, et ce selon trois critères : si l'association promeut des actions illégales (comme l'immigration clandestine), si l'association entrave l'action de l'État et si l'association prend parti pour un camp politique



CONFORTER ET VALORISER LA PLACE DE L'OUTRE-MER DANS LA COMMUNAUTÉ NATIONALE

« La France sans un Outre-mer fier et prospère ne serait plus la France »



La France est une nation à vocation mondiale présente sur tous les océans. L'Outre-mer représente 18 % du territoire national et 4 % de la population française.

Grâce en particulier à l'Outre-mer, notre pays possède la deuxième plus grande zone économique exclusive au monde avec plus de 11,5 millions de km², derrière celle des États-Unis. L'Outre-mer français a connu un développement considérable depuis l'après-guerre, grâce notamment aux financements de l'État, mais une véritable vision stratégique fait aujourd'hui défaut.

L'Outre-mer traverse pour une grande part les mêmes maux que la métropole, qu'il s'agisse d'insécurité, d'immigration, de trafic de drogue, de chômage et d'un manque d'investissement dans les services publics de base comme la santé et l'éducation. **Les difficultés économiques, sociales et sécuritaires ont été aggravées par la pandémie.**

Délaissé et isolé, l'Outre-mer est devenu une cible pour d'autres grandes puissances. Les moyens insuffisants de notre Marine ne nous permettent plus d'affirmer la souveraineté de la France.

La France doit prendre toute la mesure des opportunités que lui offrent ses territoires ultramarins ainsi que de ses devoirs à l'égard des Français d'Outre-mer.

Le processus absurde ayant mené à trois référendums sur la Nouvelle-Calédonie doit maintenant céder la place à la consolidation de l'unité nationale. Avec une neutralité coupable, le gouvernement a refusé de prendre fait et cause pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République.

J'entends redonner toute leur place aux Outre-mer dans la communauté nationale : la France doit regarder avec fierté au-delà du continent européen pour se tourner vers la mer et vers l'ensemble des territoires français dans le monde.



Je garantirai la cohésion économique et sociale de l'Outre-mer

- **Établir un plan santé pour l'Outre-mer** en modernisant l'offre hospitalière adaptée aux défis spécifiques de ces territoires, notamment pour les hôpitaux les plus vétustes
- **Faire de la problématique de l'eau une priorité** en développant les infrastructures et l'accès à l'eau, condition indispensable au développement de ces territoires

Je ferai de l'Outre-mer un moteur de croissance économique et d'emplois

- **Lutter contre le chômage** en développant les secteurs d'excellence et d'avenir pour l'Outre-mer : l'agriculture, le tourisme, l'économie de la mer
- **Défendre et soutenir nos productions agroalimentaires traditionnelles** comme le Rhum de Martinique ou la filière banane face à la concurrence étrangère
- **Développer nos flottes de pêche ultramarines** en sortant les eaux des départements d'Outre-mer de la politique européenne des pêches
- **Protéger l'environnement et la biodiversité exceptionnels de nos territoires d'Outre-mer** et relancer nos efforts de recherche scientifique dans ce domaine

Je préserverai la souveraineté de la France en Outre-mer

- **S'appuyer sur notre présence militaire en Outre-mer et renforcer notre présence maritime** par des patrouilles régulières
- **Mieux lutter contre l'immigration illégale et le trafic de stupéfiants** en renforçant le contrôle des frontières de nos Outre-mer, notamment en Guyane et à Mayotte
- **Mettre définitivement fin aux référendums d'indépendance** et engager une réforme des institutions de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre des discussions devant s'ouvrir au terme de l'accord de Nouméa

CONSOLIDER LES LIENS QUI UNISSENT LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ET LA FRANCE

« *Les Français de l'étranger nous font rayonner à l'international, je renforcerai leurs liens avec la France* »



Près de 2,5 millions de Français vivent à l'étranger et le nombre des départs s'accélère année après année. Ce ne sont pas seulement nos retraités qui partent pour couler des jours paisibles mais aussi et surtout **nos jeunes diplômés qui s'exilent de plus en plus**. Les Français de l'étranger font certes rayonner notre pays à l'international, mais leur départ révèle surtout les fractures profondes de notre société.

Je veux que tous les expatriés gardent un lien étroit avec la France pour leur donner l'envie de revenir un jour et qu'ils fassent profiter la Nation de leur expérience acquise à l'étranger. Nous ne devons en aucun cas les blâmer d'être partis, ils doivent pouvoir avoir accès à un système éducatif de qualité, faire plus simplement leurs démarches administratives et ne plus subir d'injustices fiscales.

Mon projet leur redonnera foi dans l'avenir de notre pays et le goût d'investir en France, dans un pays où leur jeune entreprise ne sera pas matraquée fiscalement, où la sécurité sera rétablie et où l'identité et la concorde nationale seront préservées.

Je dis à tous les Français établis à l'étranger: ne perdez pas espoir. Pour mener à bien la Reconquête de notre prospérité, la France a besoin de vous comme vous avez besoin de la France. **Bâtissons une cohésion nationale permettant à chaque Français expatrié de garder un attachement fort avec son pays, mais aussi de revenir facilement chez lui quand il l'aura décidé.**

Je permettrai aux Français de l'étranger de maintenir un lien étroit avec la France

- **Créer un guichet unique dédié au retour des Français de l'étranger**, qui sera leur interlocuteur au sein de l'administration pour faciliter leurs démarches administratives
- **Simplifier le versement des retraites françaises** en rendant automatique la transmission du certificat de vie pour les Français de l'étranger établis dans l'Union européenne et inscrits sur le registre consulaire

Je garantirai à tous les Français de l'étranger un accès à une éducation d'excellence

- **Soutenir les familles en assouplissant les critères d'octroi des bourses scolaires** par le doublement du plafond du quotient familial
- **Préserver l'excellence de notre réseau d'établissements à l'étranger** en maintenant au moins 20 % de professeurs titulaires de l'Éducation nationale dans l'ensemble du réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)

Je restaurerai une fiscalité juste et une protection sociale plus simple

- **Exonérer de la CSG-CRDS les revenus du patrimoine pour l'ensemble des Français établis à l'étranger**
- **Supprimer le délai de carence pour l'accès à la couverture sociale** afin de simplifier le retour en France

REMETTRE LE SPORT AU SERVICE DE LA FRANCE ET DES FRANÇAIS

« Je ferai du sport un ciment de l'unité nationale, pour rebâtir une France forte et conquérante »



Depuis toujours, le cœur des Français bat au rythme des exploits sportifs de leurs équipes et de leurs champions. L'épopée française est jalonnée de magnifiques victoires et de terribles défaites que nous avons vécues ensemble et qui nous font aujourd'hui encore trépider comme une seule et même personne.

Comment, par exemple, ne pas se souvenir avec une émotion sincère des épopeées de l'équipe de France de football en Coupe du monde ou de l'équipe de France de tennis en Coupe Davis ?

Mais au-delà de cette légende dont nous héritons tous, le sport est aujourd'hui l'un des socles de notre société. Facteur d'assimilation et de cohésion sociale, outil de santé publique et diplomatique, il peut apporter une contribution majeure au renouveau que les Français appellent de leurs vœux.

Il est également essentiel de préserver le sport de la propagande. Les moeurs, la politique et la religion n'ont rien à y faire, et nous le sanctuariserons, comme le réclament l'écrasante majorité des Français.

Conformément à la vision de Pierre de Coubertin, nous mettrons tout en œuvre pour que le sport redevienne **un vecteur d'épanouissement pour tous les Français**, pour qu'il soit de nouveau l'occasion de **vivre et célébrer ensemble les nouvelles pages de notre magnifique épopée**.

Je remettrai le sport au service de la Nation

- Relancer les Jeux méditerranéens et les Jeux de la Francophonie pour qu'ils redeviennent un outil d'influence, sur le modèle des Jeux du Commonwealth
- Pérenniser l'activité sportive tout au long du parcours scolaire en développant les liens entre les écoles et les clubs sportifs
- Favoriser la pratique sportive à l'université avec une meilleure prise en compte du parcours des sportifs de haut niveau
- Permettre la pratique thérapeutique du sport à toute la population, notamment pour préserver la santé de nos aînés

Je protègerai le sport de la propagande idéologique et des lobbies

- Créer un organe de régulation du sport professionnel français, pour superviser l'activité des Ligues
- Imposer un devoir de neutralité politique à tout le mouvement sportif (athlètes, dirigeants)
- Interdire aux athlètes voilées de concourir en compétitions officielles
- Imposer aux individus transsexuels de concourir dans la catégorie de leur sexe de naissance lors des compétitions officielles



LA RECONQUÊTE CHIFFRÉE ET FINANCIÉE





Mon projet pour la France met la priorité sur quatre sujets majeurs: l'immigration, la sécurité, le pouvoir d'achat et la réindustrialisation. Je veux rompre avec le renoncement de la classe politique sur ces sujets vitaux pour le pays.

Le déclin que nous subissons depuis des décennies n'est pas inéluctable mais il faut agir fortement et rapidement: d'une part pour enrayer le grand déclassement en renforçant nos capacités industrielles et en retrouvant le chemin de la hausse du pouvoir d'achat, d'autre part en assurant la tranquillité de nos concitoyens et en préservant l'identité de la France par des mesures drastiques contre l'insécurité et l'immigration massive.

L'urgence économique est d'arrêter d'asphyxier les entreprises en baissant massivement les impôts qui pèsent sur leur compétitivité. C'est la condition pour renouer avec la prospérité. La réduction des prélèvements obligatoires bénéficiera également aux travailleurs français qui doivent pouvoir vivre dignement de leur travail. Mon projet consiste à « **taxer moins pour gagner plus** ».

Sur le plan de la dépense publique, il est indispensable d'en revoir assez profondément la structure: nous dépensons trop dans la protection sociale et l'assistance, notamment avec un dévoiement complet de l'idée de solidarité nationale qui est en fait ouverte au monde entier, et trop peu dans la sphère régaliennes (armées, police, gendarmerie, justice).

Mais je ne veux pas mentir aux Français: les promesses que leur font les politiciens depuis tant d'années sont faites avec leur argent. L'argent magique n'existe pas et l'esprit de responsabilité impose de réduire simultanément les prélèvements obligatoires et la dépense publique, ce que n'ont pas eu le courage de faire les gouvernements précédents. La Reconquête passera donc inévitablement par un assainissement de nos finances publiques, et en particulier de notre modèle social qui est aujourd'hui ouvert aux quatre vents.





LA SITUATION TRÈS DÉGRADÉE DE NOS FINANCES PUBLIQUES

Il faut partir d'un constat implacable : la France dépense beaucoup plus que les autres pays européens (10 points de PIB en plus que la moyenne de l'Union européenne) pour des résultats particulièrement médiocres, qu'il s'agisse de la lutte contre l'insécurité, de notre système de santé ou du redressement du niveau scolaire.

Emmanuel Macron, qui voulait diminuer le poids de la dépense publique pour la ramener vers la moyenne de la zone euro, n'a fait qu'alourdir ce boulet que traîne la France depuis des décennies. La dépense publique représentera 56% du PIB à la fin de 2022 : un record dans l'Union européenne. En plus d'avoir manqué de courage, il a fait preuve de dissimulation, avec un projet de loi de finances pour 2022 incomplet, comme l'a dénoncé le Haut conseil des finances publiques (HCFP), qui a même renoncé à émettre un avis sur les prévisions de finances publiques pour la première fois depuis sa mise en place en 2012.

Cette fuite en avant a logiquement dégradé le déficit public qui devrait atteindre 5% du PIB en 2022 d'après la Cour des comptes. Conséquence directe de ces déficits successifs, notre dette publique, qui menace chaque jour un peu plus notre souveraineté et notre prospérité économique, a atteint des niveaux record (113% du PIB prévu pour fin 2022) et devrait continuer à augmenter dans les années à venir faute de mesures fortes. La France est désormais à la merci d'une remontée des taux d'intérêt alors que le coût de la dette pour l'État est attendu à 38 milliards d'euros pour 2022, soit quatre fois plus que le budget consacré à la justice.

Si la gestion calamiteuse de la crise sanitaire a contraint l'État à consacrer le fameux principe du « quoi qu'il en coûte » avec l'argent des Français, Emmanuel Macron avait déjà renoncé à redresser nos finances publiques avant même le surgissement de l'épidémie, malgré ses promesses de réaliser 60 milliards d'euros d'économies. La réduction du déficit public n'aura tenu qu'une année puisque, dès 2019, celui-ci repartait à la hausse.

Dans ce contexte, retrouver la maîtrise de nos finances publiques est une priorité. Mon programme conduit, en année pleine, à un coût net de 28 milliards d'euros en allègements sociaux et fiscaux sur les entreprises et les ménages et à 32 milliards d'euros de dépenses supplémentaires, soit un impact de 60 milliards d'euros par an sur les finances publiques. Il est intégralement financé grâce à un plan d'économies de 65 milliards d'euros en année pleine.

COUT DES MESURES

Allègements sociaux et fiscaux pour les ménages et les entreprises (64 milliards d'euros de coût brut, 28 milliards d'euros de coût net)

■ **Les baisses d'impôts représenteront un gain annuel de pouvoir d'achat pour les Français de 28 milliards d'euros.** Il s'agira notamment de baisser la CSG pour favoriser les travailleurs et retraités modestes, de défiscaliser le versement de la prime de participation, de supprimer les droits de mutation à titre onéreux pour les primo-accédants, les droits de succession pour 95 % des Français et la redevance audiovisuelle. Cela entraînera un surcroît de consommation et donc des recettes additionnelles de TVA pour environ 5 milliards d'euros. **Au total, le coût net de ces mesures pour l'État sera donc de 23 milliards d'euros.**

■ **Les entreprises bénéficieront de 36 milliards d'euros de baisses d'impôts** dont 30 milliards d'euros d'allègement des impôts de production. Cette hausse de compétitivité conduira à une augmentation des bénéfices des entreprises, à une augmentation de leur activité et à une baisse du chômage, et donc à des rentrées fiscales additionnelles, ramenant le coût total annuel à 15 milliards d'euros. En tenant compte de la baisse des aides aux entreprises de 10 milliards d'euros par an, le coût annuel net pour l'État ne sera donc que de 5 milliards d'euros. **Ma logique vis-à-vis des entreprises est simple : beaucoup moins d'impôts et en contrepartie un peu moins d'aides.**

Renforcement des moyens des politiques prioritaires (32 milliards d'euros)

■ **Nous investirons massivement dans le champ régalien pour assurer la sécurité des Français et restaurer l'efficacité de la Justice grâce notamment à l'éloignement des étrangers clandestins** et la construction de 10 000 places de prison supplémentaires. Nous devrons aussi renforcer l'excellence et l'indépendance de notre défense nationale en portant progressivement le budget de nos armées à 70 milliards d'euros à horizon 2030.

■ **En parallèle, soutenir les familles, socle de la transmission et de la solidarité,** sera également ma priorité et cela se traduira, entre autres, par le versement d'une bourse de naissance de 10 000 euros et le rétablissement de l'universalité des allocations familiales. **La solidarité devra aussi être renforcée envers les Français en situation de handicap et nos aînés** dont l'accompagnement dans le grand âge impliquera des investissements conséquents pour leur rendre des conditions de vie honorables notamment en mettant en place une politique de services à domicile et d'infrastructures dédiées.

■ **Enfin, nous devrons rebâtir l'hôpital public sur tout le territoire,** qui est depuis trop longtemps sacrifié, grâce au recrutement de personnels hospitaliers et à la mise en œuvre d'un vaste plan d'investissement ainsi qu'au doublement des capacités de formation des médecins et des professionnels de santé.

■ **Par prudence, les retours fiscaux et sociaux de ces dépenses supplémentaires ne sont pas intégrés dans le chiffrage, même s'il est évident que le surcroît de dépenses, par exemple dans la défense, conduira à des recettes supplémentaires de TVA, d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés.**

FINANCEMENT DU PROJET PRÉSIDENTIEL D'ÉRIC ZEMMOUR

1. Suppression des prestations non contributives pour les étrangers extra-européens (20 milliards d'euros)

- **Notre modèle social coûte très cher aux Français et aux entreprises, car il est notamment ouvert au monde entier.** Les aides constituent, par ailleurs, l'un des principaux appels d'air à l'immigration régulière et irrégulière et financent la vie de populations immigrées en grande partie inactives.
- Je ne souhaite pas rogner sur ce modèle social pour les Français mais j'assume de vouloir réserver la solidarité nationale aux Français et aux ressortissants de l'Union européenne. **Cette mesure doit générer 20 milliards d'économies en année pleine et financera, entre autres, la baisse de la CSG pour les travailleurs et retraités modestes.**

2. Économies sur le budget de l'État (15 milliards d'euros)

- **Nous réduirons les dépenses de l'État à hauteur de 15 milliards d'euros par an à horizon 2027. Ce plan d'économies reposera, entre autres, sur les mesures et réformes suivantes :**

- Suppression de l'Aide médicale d'État (AME), réforme du droit d'asile et retour auprès de leur famille des mineurs non accompagnés (MNA)
- Réduction des dépenses d'intervention en matière de formation et d'insertion
- Réduction des crédits budgétaires aux collectivités territoriales permise par la réorientation d'une partie des crédits de la politique de la ville
- Suppression des bourses pour les étudiants absentéistes, inscription réellement payante pour les étudiants étrangers, désengorgement des filières saturées et sans débouché pour faire remonter le niveau et interdiction des doubles redoublements
- Réduction de moitié de l'aide publique au développement, l'autre moitié devant nous permettre de faire pression sur les pays d'origine pour les obliger à reprendre leurs ressortissants
- Réduction des dépenses d'intervention du ministère de la Culture

- **Des économies complémentaires seront effectuées sur les ministères non régaliens.** Ainsi, je fixerai à chaque ministre, dès le début du quinquennat, l'effort budgétaire qu'ils auront à mener sur leur périmètre. Pour les aider dans cette tâche, la Cour des comptes lancera, dès l'été 2022, des audits sur tous les champs de politique publique.

3. Économies sur le budget des collectivités locales en luttant contre la bureaucratie et les doublons créés par la décentralisation (15 milliards d'euros)

- **Entre 2000 et 2019, les dépenses des administrations publiques locales, hors dépenses transférées par l'État, ont augmenté plus vite que celles de l'État. Le sérieux budgétaire ne doit pas incomber uniquement à l'État.** Aussi les collectivités devront-elles également participer à cet effort de redressement de nos finances publiques.

- **Premièrement, je mettrai fin à tous les doublons et triplons : aucune compétence ne pourra plus être partagée.** Sur chaque domaine de politique publique, il y aura un seul décideur et un seul responsable.

- **Deuxièmement, je poursuivrai la démarche de contractualisation entre l'État et les collectivités pour réduire leurs dépenses de fonctionnement.** Les préfets, accompagnés par les chambres régionales des comptes, seront chargés de négocier en priorité avec les régions puis, dans un second temps, avec les autres collectivités.

4. Lutte contre la fraude sociale et lutte contre l'optimisation fiscale (15 milliards d'euros)

- Nous mènerons une lutte sans merci contre la fraude sociale grâce à des mesures de bon sens qui auraient pu et dû être mises en place depuis plusieurs années telles que le déploiement d'une carte Vitale biométrique, le contrôle annuel en consulat pour tous les bénéficiaires de prestations sociales résidant hors de l'Espace économique européen (EEE) et la création d'un office spécialisé de lutte anti-fraude rattaché au ministre des Finances.
- La lutte contre les abus sur les prix de transferts et la limitation des possibilités d'optimisation fiscale des non-résidents doivent, par ailleurs, permettre de générer jusqu'à 5 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires.

Synthèse du financement du programme présidentiel

Au total, ce sont 65 milliards d'euros d'économies qui seront dégagés en année pleine, afin de permettre le financement des baisses de prélèvements obligatoires et les dépenses nouvelles contenues dans mon programme.

1. Suppression des aides sociales pour les étrangers extra-européens	20 milliards d'euros
2. Lutte contre les gaspillages, les dépenses non prioritaires et la désorganisation de l'Etat	15 milliards d'euros
3. Lutte contre la bureaucratie et les surcoûts de la décentralisation	15 milliards d'euros
4. Lutte contre la fraude sociale et contre l'optimisation fiscale	15 milliards d'euros
TOTAL	65 milliards d'euros



RÉFORME DES RETRAITES

■ Nous sécuriserons notre régime de retraite en repoussant l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans d'ici 2030 et en augmentant d'une année la durée de cotisation d'ici la fin du quinquennat. Cette réforme doit permettre d'économiser près de 15 milliards d'euros en année pleine. Ceux qui ont commencé à travailler tôt ou qui ont eu des métiers pénibles continueront à bénéficier des dispositifs de départ anticipé.

■ Ma ligne a toujours été de dire la vérité aux Français. Cette réforme est inéluctable et les responsables politiques qui n'annoncent pas d'allongement n'auront que deux possibilités : diminuer les pensions de retraite ou accroître les cotisations sociales ce qui aboutirait à plomber le coût du travail et à détériorer encore un peu plus la compétitivité de la France.

TRAJECTOIRE

■ Le plan d'économies prévu doit nous permettre d'amorcer une réduction du déficit public dès 2023 pour atteindre un solde public de -1,7% fin 2027, en repassant sous le seuil des 3% de déficit dès 2025.

■ La trajectoire de redressement sera, néanmoins, très dépendante de l'évolution de la conjoncture économique internationale et pourrait être compromise en cas d'augmentation durable des prix de l'énergie, et du pétrole en particulier, de hausse des taux d'intérêt, conséquence d'un resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), et de la stabilisation de l'inflation à un niveau élevé.

Avec la mise en œuvre de nos premières mesures pour redresser la compétitivité de nos entreprises, redonner du pouvoir d'achat aux Français et réinvestir dans nos politiques prioritaires, le solde public demeurerait négatif jusqu'en 2027 mais la dette publique diminuerait progressivement grâce aux effets de nos mesures sur la croissance.

